

Édifices protégés en 2021 en Occitanie

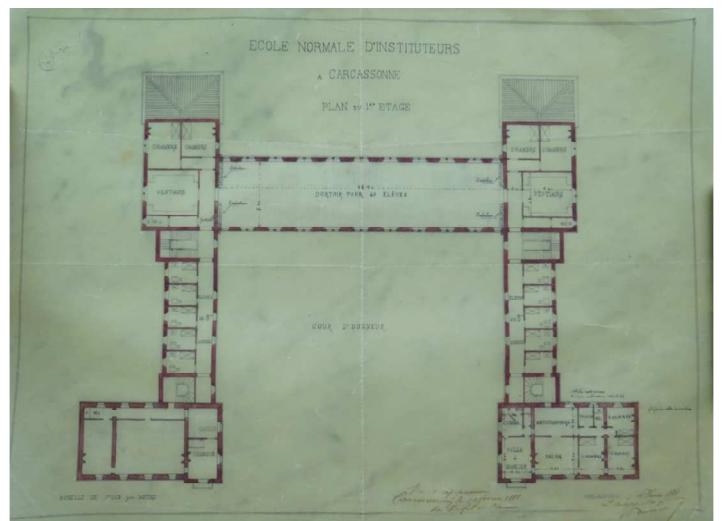


CARCASSONNE (Aude)

Ancienne école normale d'instituteurs, 156 avenue du Docteur Henri Gout

Inscription au titre des monuments historiques des façades et toitures, de la cour d'honneur avec le monument aux morts, des grilles et murets de clôture sur l'avenue Dr Henri Gout, le 10/12/2021

Avec l'élection de Jules Grévy à la présidence de la République le 30 janvier 1879, tout est fait pour donner aux corps des instituteurs et des institutrices une forte conscience de leur identité. On les installe dans des bâtiments les plus éloignés possible du centre de la ville, puisque celle-ci corrompt. Un siècle est nécessaire pour édifier dans tous les départements une école normale d'instituteurs et d'institutrices, pour assurer le recrutement des maîtres communaux. Ces constructions représentent un moment de l'histoire de l'institution scolaire qui nécessite un programme nouveau. Il s'agit d'édifices en série, comparables au programme des gares, hôtels de ville... avec des modèles pour une économie par la standardisation, mis en avant par Félix Narjoux, (1832-1891), architecte de la ville de Paris ; il établit un « règlement pour la construction et l'ameublement des maisons d'écoles » en juin 1880, donnant un modèle de plans centralisateurs sans modifications notables jusqu'à l'introduction du système de préfabrication au XXe siècle. A Carcassonne, deux écoles normales sont construites aux extrémités de la ville : celle des institutrices, route de Narbonne en 1882, celle des instituteurs route de Limoux en 1888.



L'école normale d'instituteurs a été construite par l'architecte départemental Jules Gabriel Joseph Desmarest (1833-1917). Parisien, admis le 16 décembre 1853 à l'Ecole nationale des Beaux-Arts, il est un élève de l'atelier Questel-Pascal, installé à Carcassonne en 1859, il devient architecte du département de l'Aude en 1866 jusqu'en 1907. Premier Prix au concours pour l'hôtel de ville de Carcassonne, ses constructions les plus connues sont l'asile Bouttes-Gach construit en 1882 en bordure de la route de Toulouse et les deux écoles normales.

L'école normale d'instituteurs de Carcassonne est un vaste édifice dans la tradition architecturale des équipements dont se sont dotées les préfectures au cours du XIX^e siècle. Elle présente les caractéristiques souhaitées selon les recommandations de Félix Narjoux. Elle est située en bordure d'une voie publique, assurant un accès facile et sûr et permettant une entrée indépendante pour l'école annexe (qui permet aux élèves-maîtres de disposer d'un terrain d'observation et d'expérimentation tout proche). Une cour d'honneur forme le centre d'un quadrilatère, tandis que la cour de récréation des élèves est placée en arrière. Le logement du concierge se situe à l'extrémité de l'aile droite du rez-de-chaussée, avec une antichambre servant de parloir. Une galerie fait le tour des bâtiments. La cuisine et le réfectoire sont installées à l'étage inférieur. Un jardin botanique est prévu dans la cour d'honneur. Deux jardins latéraux jouxtent l'école annexe et la partie de l'aile ouest réservée à la direction.

La composition architecturale est rationnelle, permettant de disposer de 3000 m² de surfaces utile. Ce qui se traduit par un important linéaire de façades, offrant un bon éclairement des salles ainsi que des dortoirs et des chambres. Au-delà d'un aspect un peu austère, la qualité architecturale se manifeste dans les matériaux, leur mise en œuvre soignée et les détails comme les menuiseries ou les sols, qui indiquent la qualité souhaitée pour une architecture institutionnelle de premier rang. Les décors sculptés sont de Louis Guilhot.



Après la guerre de 1914-1918, **un monument aux instituteurs morts pour la patrie** est installé dans la cour d'honneur, dévoilé le 14 juillet 1923 au cours d'une cérémonie présidée par Albert Sarraut. Paul Ducuing (1867-1949) est un sculpteur académique important qui exécuta de nombreuses commandes publiques en France et à l'étranger. Il est un ami des Sarraut : Albert Sarraut (1872-1962) député radical-socialiste de l'Aude, ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, ministre des Colonies, directeur politique de *La Dépêche du Midi* et Maurice Sarraut (1869-1943) directeur parisien de *La Dépêche*. Dans ce monument très réaliste, le côté narratif presque photographique offre une description du décor scolaire.

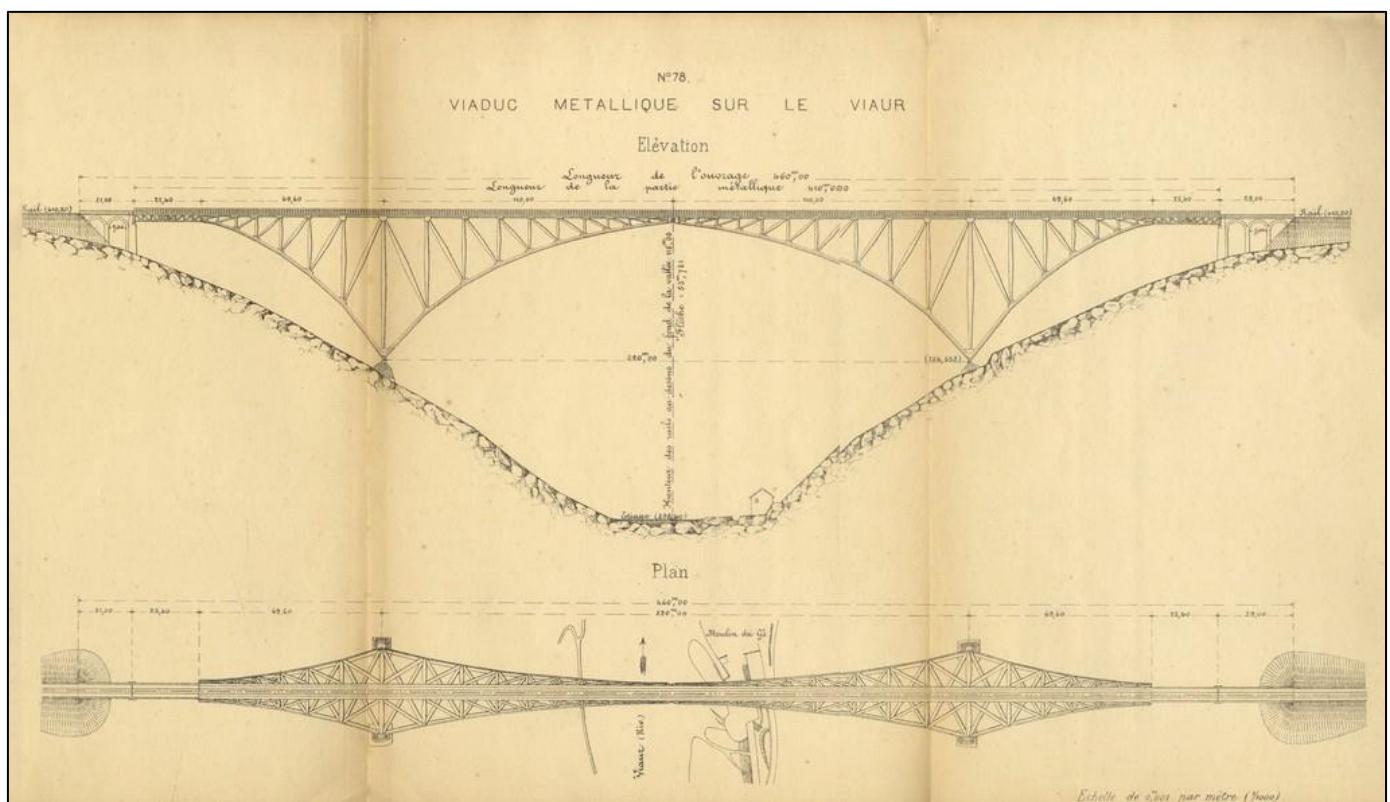


L'école normale d'instituteurs de Carcassonne est un témoin d'une série architecturale qui a souvent été transformée, agrandie, modifiée. Son état d'authenticité en fait un exemple remarquable. Elle est représentative de la méritocratie républicaine défendue dans l'Aude, cœur du bastion radical-socialiste, par les Sarraut et le journal la *Dépêche*.

**TAURIAC-DE-NAUCELLE (Aveyron) / TANUS (Tarn)
Viaduc du Viaur
Classement au titre des monuments historiques, le 28/12/2021**

Depuis la seconde moitié du XIX^e siècle, les relations commerciales entre l’Aveyron et le Tarn, et notamment entre le Rouergue et la région albigeoise, rendaient nécessaire le désenclavement du Ségala. La volonté politique des élus tarnais et aveyronnais permit la concrétisation de la liaison ferroviaire entre Carmaux et Rodez, déclarée d’utilité publique le 27 décembre 1879. Le tracé définitif, adopté en 1881, se heurtait au problème du franchissement de la vallée du Viaur à une hauteur suffisante. La construction d’un viaduc fut mise au concours en 1887. La solution la plus intéressante – et la plus économique – fut celle de la Société de Construction des Batignolles, imaginée par son chef des études l’ingénieur Paul Bodin : un pont conçu selon le principe des arcs équilibrés, qui franchissait 250 mètres d’une seule portée. Le projet fut retenu le 30 août 1889 ; les travaux débutèrent en novembre 1896.

La travée centrale de 220 m d'ouverture et de 53,73 m de flèche (la hauteur au sommet de l'arc est à 116 m au-dessus du Viaur) est formée de deux ossatures métalliques symétriques arc-boutées l'une sur l'autre à la clef par l'intermédiaire d'une rotule formant articulation. Ces deux ossatures reposent de chaque côté de la vallée sur des appuis en maçonnerie, au moyen de sabots articulés. Lors des variations de charge ou de température, les trois articulations disposées aux naissances et à la clef permettent à chaque moitié de l'ouvrage de tourner librement sur son appui, sans subir d'effort supplémentaire. Chaque moitié de l'arc central est prolongée et équilibrée par une autre demi-arche (ou encorbellement) de 69,60 m de portée, raccordée aux culées en maçonnerie par une poutre horizontale formant contrepoids. Chacune des quatre ossatures ou demi-arches est constituée par deux fermes triangulées contreventées par des entretoises constituées de poutres à treillis, inclinées de 25° sur la verticale, de sorte que leur écartement qui n'est que de 5,89 m au tablier atteint 33,39 m au niveau des appuis. Cet écartement à la base de la charpente métallique assure à l'ouvrage la stabilité nécessaire sous l'action des vents les plus violents. Le tablier, large de 4,5 m, est pourvu de chaque côté d'un garde-corps formé d'une poutre de 1,80 m de haut.



Les éléments de charpente furent dans un premier temps assemblés à plat sur épure, sur le plateau de la Coudénie. Le montage, dirigé par Jean Compagnon, s'est effectué en deux étapes : les travaux débutèrent côté Carmaux par le montage de la demi-arche de rive et de la poutre horizontale la reliant à l'arrière-culée au moyen d'un échafaudage fixe qui fut ensuite démonté et réinstallé sur la rive nord pour édifier le second encorbellement. La hauteur du ravin ne permettant pas de construire un échafaudage, les deux demi-arches de la travée centrale furent ensuite montées en porte-à-faux au moyen d'un dispositif appelé la « baleine ». La jonction des deux parties du viaduc s'effectua le 4 juillet 1902, avec une grande exactitude : la différence entre la hauteur prévue à la clef et la hauteur réelle fut inférieure à 2 millimètres. Mis en service le 18 décembre 1902, le viaduc présentait à son achèvement le plus long arc métallique construit.



Le 28 décembre 1984, le viaduc du Viaur a été inscrit à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques, conjointement à 11 autres viaducs et plusieurs ouvrages du patrimoine ferroviaire (tunnels, gares, rondes à machines, château d'eau, maison de garde-barrière...). Son classement au titre des monuments historiques s'inscrit dans le contexte du projet de classement au patrimoine mondial de l'UNESCO de six ponts métalliques à grande arche construits en Europe à la fin du XIX^e siècle : Müngstener brücke (Anton Von Rieppel, 1893-1897, Solingen-Remscheid, Allemagne), pont San Michele (Jules Röthlisberger, 1887-1889, Paderno-Calusco, Italie), viaduc de Garabit (Gustave Eiffel et Maurice Koechlin, 1880-1884, Cantal, France), pont Maria Pia (Gustave Eiffel et Théophile Seyrig, 1875-1877) et pont Dom Luis I (Théophile Seyrig, 1886) à Porto-Vila Nova de Gaia.

Indispensable à l'établissement de la ligne de chemin de fer Rodez-Carmaux au niveau des plateaux où la vallée du Viaur était le seul grand obstacle, ce viaduc est encore aujourd'hui le plus grand pont en arc et le seul ouvrage d'art français réalisé selon la technique du cantilever ou porte-à-faux. Outre ses qualités esthétiques - presque réduit à une épure, il est l'un des ouvrages les plus légers et élégants du chemin de fer français - il constitue un jalon majeur dans l'histoire des transports comme dans celle des techniques, parmi les exemples les plus spectaculaires d'architecture métallique de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle avec les viaducs de Garabit (Cantal, CMH 2017) et des Fades (Puy-de-Dôme, IMH 1984).

Claire Aubaret © DRAC Occitanie

VILLEFRANCHE-DE-ROUERGUE (Aveyron)
Eglise paroissiale Saint-Augustin
Inscription au titre des monuments historiques en totalité, le 14/12/2021

Les consuls de Villefranche-de-Rouergue donnent un terrain en 1487 à l'ordre des ermites de Saint-Augustin pour construire un couvent pour douze religieux. En 1488, les travaux débutent pour édifier une première chapelle. C'est le 20 avril 1520 que la première pierre de l'église conventuelle actuelle est posée. En 1561, les Huguenots s'emparent de l'église et les religieux fuient le couvent. De 1563 à 1585 : le couvent est transformé en collège par ordonnance de l'évêque, Jacques de Corneillan. Dès 1585, les religieux se réinstallent. Les travaux de construction du clocher et du chœur de l'église se déroulent de 1588 à 1591. La porte d'entrée du couvent est reconstruite en 1636: elle dépend aujourd'hui d'une habitation privée. En 1742, les religieux sont expulsés et le couvent est vendu en trois lots.



L'église se compose d'une nef à vaisseau unique à trois travées carrées, voûtées en croisées d'ogives, de même que les bas-côtés. Ces derniers abritent deux chapelles communicantes. La 1^{re} chapelle sud a été agrandie. Le chœur présente une abside à sept pans percés de cinq grandes baies, fermées par des verrières, refaites en 1850, comme celles des chapelles. L'architecture appartient à la tradition du gothique méridional avec des chapelles communicantes alors que les chapiteaux empruntent leur répertoire au vocabulaire de la Renaissance.



La 2^e travée du bas-côté sud abrite la chapelle de la famille Pomairols dont le décor Renaissance se signale par sa qualité, en dépit des altérations subies. En 1507, Jean-Nicolas de Pomairols (?-1507), capitaine des gens de pieds et trésorier des troupes, ayant servi sous Louis XII et François I^{er}, demande dans son testament, rédigé à Fornoue (Italie), à ses descendants de construire une chapelle funéraire dédiée à saint Nicolas dans l'église du couvent des Augustins, dont il a été probablement un des bienfaiteurs. Originaire du Dauphiné, Jean-Nicolas s'est marié dans la ville où sa famille a fait souche et où elle est documentée à partir de 1489 ; plusieurs Pomairols ont été maître de la monnaie de la ville. En 1538, Jean de Pomairols (1480-ca 1558, 1^{er} consul de Villefranche en 1535) fait don de 300 écus pour l'embellissement de la chapelle. Le décor porté de la chapelle, le retable en pierre et le lavabo en niche pourraient avoir été réalisés à cette date.



Chapelle des Pomairols



Voûte avec les armes des Pomairols



Lavabo en niche

Vers 1800, l'église menace ruine. Des travaux de restauration de l'église débutent en 1818 ; en 1822, l'église est ouverte de nouveau au culte.

La flèche du clocher est démolie en 1840. En 1824, la commune acquiert plusieurs maisons afin d'agrandir la place publique jouxtant l'église. La façade ouest de l'église est dégagée. Un portail de style néo-gothique est percé en 1843 sur la façade occidentale ainsi que deux baies en partie haute de part et d'autre de la rose. La tribune est alors reconstruite et rehaussée. En 1853, la commune acquiert les maisons accolées au mur sud pour les raser.

Le curé Vidal fait réaliser des travaux « d'embellissement » en 1845 et 1846. La construction de la grande sacristie débute en 1862 alors qu'un clocher néo-gothique est reconstruit par les architectes diocésains, Étienne-Joseph Boissonnade et Jean-Baptiste Vanginot.

En 1925, l'ancienne sacristie accolée au côté nord du chevet est démolie. En 1963, l'église est désaffectée.

LAUDUN-L'ARDOISE (Gard)
église paroissiale Notre-Dame-la-Neuve
Inscription au titre des monuments historiques en totalité, le 10/12/ 2021



Dès le XI^e siècle, les seigneurs locaux se dotent d'un castrum, protégé plus tardivement d'une enceinte, dans laquelle se développe le village de Laudun. Mentionnée en 1108, il constitue la résidence principale de la famille éponyme, qui l'obtient du comte de Toulouse, Raymond VI, le 17 août 1210. Au milieu du XIV^e siècle, l'église Notre-Dame-la-Neuve succède à l'église paroissiale Saint-Geniès située en plaine, sur la rive gauche de la Tave. En partie démolie au XIX^e siècle, il n'en subsiste aujourd'hui que l'élévation du croisillon sud du transept. Notre-Dame-la-Neuve est située dans le centre bourg, construite sur la ligne du rempart, entre 1345 et 1352, sous l'impulsion de Guillaume de Laudun, de la famille des seigneurs de Laudun, archevêque de Vienne puis de Toulouse. En 1345, il demande au pape Clément VI sa résignation volontaire du siège archiépiscopal de Toulouse, pour cause de cécité, et se retire au couvent des dominicains d'Avignon. La peste noire ralentit le chantier, mais l'édifice est suffisamment avancé pour que le prélat fonde le 5 août 1352, quatre chapellenies pour le repos de son âme. En 1401, l'église devient le siège d'un prieuré rattaché au puissant monastère des Célestins d'Avignon, jusqu'à la fin du XVIII^e siècle.

Au cours de l'époque moderne, plusieurs réparations importantes portent sur la couverture et la voûte sur croisée d'ogives. En 1743, l'accès au monument est interdit, les voûtes s'affaissent et certains claveaux menacent de chuter, tandis que les murs gouttereaux déversent. Entre 1747 et 1748, des travaux importants sont réalisés par l'architecte avignonnais Henri Arnaud. Ils portent sur le démontage du chemin de ronde sur la nef, la destruction de la partie sommitale de la tour de l'horloge et la démolition du voûtement gothique de la nef. Les murs et contreforts des façades sont abaissés de plusieurs mètres et profilés afin de recevoir une toiture à deux pentes sur une nouvelle charpente, les baies sont également réduites de hauteur. En 1779, la porte nord est murée et condamnée, et certaines baies sont bouchées quelques années plus tard. Durant la période révolutionnaire, les Célestins d'Avignon sont chassés de l'église et l'édifice vandalisé. Les blasons du portail occidental sont bûchés, les chapiteaux et certains culots des chapelles latérales martelés. En 1794, l'église devient « Temple de la raison ». Il faudra attendre 1796, pour que l'église soit ouverte à nouveau au culte. Le 1^{er} juillet 1824 le père Pierre Berthezène est nommé dans la paroisse de Laudun par l'évêque de Nîmes. Lorsqu'il voit l'église, il la compare à « une véritable étable de Bethléem », comme la qualifie Philippe Pécout. Celui-ci encourage de nouveaux travaux et le conseil de fabrique décide en 1825 de couvrir la nef d'une voûte en brique et de lui adjoindre une nouvelle sacristie. Son successeur, le père Jean-Baptiste Roques initie dans les années 1840 de nombreux travaux d'aménagement et de décoration. Le chœur est pourvu de nouvelles boiseries et stalles posées par Mathieu Marcellin ainsi que de statues en plâtre posées par le sculpteur Félix Roux. La partie supérieure des murs est percée de sept baies dont trois seulement laissent pénétrer la lumière. Le peintre-verrier François Martin d'Avignon, pose les trois verrières de chœur en 1852. Les peintures de chœur exécutées en 1872 sont, quant à elles, dûes au peintre italien Raimondi, sur le modèle du décor du chœur de la cathédrale Saint-Sauveur d'Aix-en-Provence réalisées sous la direction de l'architecte

diocésain Henry Révoil. Le 1^{er} mai 1884, le peintre nîmois Joseph Beaufort présente un programme, qu'il réalise de 1897 à 1900, pour le décor des trois chapelles latérales.

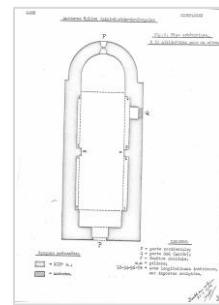
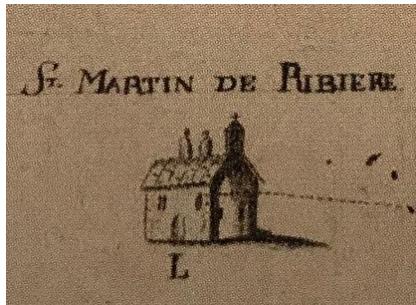


En mars 1956, Roger Hyvert, recenseur des monuments historiques, visite l'église Notre-Dame-la-Neuve, et constate de graves mouvements de tassement et de torsion des murs. Il préconise alors l'inscription à l'inventaire supplémentaire mais cette demande n'aboutira pas. L'édifice sera seulement mentionné au casier archéologique. Le 20 juillet 1965, la foudre s'abat sur le clocher de l'église et ravage la charpente en bois. Les travaux d'urgence sont alors confiés à Edmond Troupel qui préconise le remplacement de la charpente calcinée par une nouvelle charpente métallique. La voûte est démolie en novembre et remplacée par un faux-plafond. L'architecte Guy Nafilyan est mandaté en 1989 par la municipalité pour dresser un état général de l'église et envisage un programme de restauration à entreprendre. Une première campagne porte sur la restauration de la façade occidentale, une seconde donne lieu au dégagement des soubassements du mur sud de l'église, la consolidation des maçonneries. Puis, quelques années plus tard, ce sont les trois chapelles latérales qui sont restaurées ainsi que les remplacements des baies des chapelles de la façade sud. L'architecte se voit également confié la réfection de la couverture de l'abside puis celle du clocher.

L'église Notre-Dame-la-Neuve a été malmenée au cours des siècles par des restaurations hasardeuses et un terrible incendie. Mais elle conserve aujourd'hui des décors de chœur du XIX^e siècle d'une grande qualité ainsi que les culots des chapelles latérales d'une grande réussite de l'ornementation dans le Languedoc oriental et la région d'Avignon, selon Céline Missonnier. Par ailleurs, l'édifice s'inscrit dans la typologie des églises du gothique languedocien, de par sa nef unique, ses chapelles latérales logées entre les contreforts, son abside polygonale plus étroite que la nef, ses lancettes disposées entre les contreforts et son extrême sobriété. Certaines de ces caractéristiques se retrouvent au sein de plusieurs édifices protégés au titre des monuments historiques du territoire. On peut citer l'église Saint-Saturnin à Pont-Saint-Esprit (30), la collégiale Notre-Dame de Villeneuve-lès-Avignon (30), la collégiale Saint-Didier (84) et la collégiale Notre-Dame-de-Bon-Repos (84). Le plan de ces édifices est similaire mais Notre-Dame-la-Neuve se distingue de ses voisines par sa silhouette impressionnante.



MONTFAUCON (Gard)
chapelle Saint-Martin-de-Ribéris
Inscription au titre des monuments historiques en totalité, le 27/09/2021



La chapelle Saint-Martin-de-Ribéris est un édifice modeste et isolé, construit en bordure immédiate du Rhône en amont du bourg de Montfaucon. Composé d'une nef unique à deux travées et d'un chœur semi-circulaire voûté en cul-de-four, l'édifice présente au moins trois états successifs entre l'époque pré-romane, voire l'Antiquité tardive, et le 12e siècle, dont le premier utilise des tuiles à rebord ou *tegulae* sur deux portes à piédroits resserrés et une fenêtre haute, technique rarement observée et s'inscrivant dans la tradition carolingienne. La chapelle conserve les vestiges de deux décors peints distincts pouvant dater des 12e ou 13e siècles, l'un réalisé dans le chœur dans un style catalan figurant notamment un calendrier liturgique et les vieillards de l'Apocalypse, l'autre sur le mur nord de la nef, peut-être contemporain mais d'une main différente, figurant la Passion du Christ associée à la figure de saint Martin. L'église apparaît dans les textes en 1119 sous le vocable « *sancti martinii de riberiis* » : cette mention figureraient dans un privilège du pape Gelase II confirmant les possessions de l'abbaye bénédictine Saint-André du Mont-Andaon (Villeneuve-lez-Avignon). L'appartenance à Saint-André serait confirmée par Innocent II en 1143, Alexandre III en 1178 et Grégoire IX en 1227 ; d'autres mentions dans les archives témoignent du lieu aux 14e et 15e siècles. Au 17e siècle, l'édifice semble en partie désaffecté et ruiné (en 1664, « les couverts de la voûte sont chargés d'arbres sauvages »), avant une réfection au 18e siècle (en 1712, il est fait mention d'un nouvel autel « fort bien orné, permettant d'y célébrer ») puis des interventions au 19e siècle (suite à la création d'une association de « Saint-Martin » en 1827).

La chapelle fait l'objet de pèlerinages jusque dans les années 1930, avant un abandon après 1950 et une transformation en hangar agricole. L'association « Les amis du Prieuré de Saint-Martin-de-Ribéris », disposant d'un bail emphytéotique depuis 2014, a réalisé différents travaux : débroussaillage des abords et clôture du site, terrassement du flanc sud et réouverture de baies, dégagement et consolidation des décors peints en 2018-2019, pose d'une chape en ciment sur la nef en 2019.

Le premier état archéologique, dit « pré-roman » correspond uniquement aux maçonneries inférieures de l'actuelle nef, percée de trois portes en rez-de-chaussée présentant une forme en « entrée de serrure », avec des piédroits maçonnés supportant un arc en plein cintre reposant en retrait, composé de moellons bruts pour le portail ouest et de *tegulae* ou tuiles à rebords étêtés concernant les deux portes latérales. Des comparaisons avec des édifices prestigieux (substructions tardo-antiques de la cathédrale Saint-Trophime d'Arles ; tour pré-romane de l'abbaye de Lagrasse ; parties basses de l'abbatiale de Saint-Michel-de-Cuxa) ou plus modestes (église Saint-Hermentaire de Draguignan, Var ; église de Toulongergues à Villeneuve, Aveyron ; chapelle Saint-Laurent de Moussan, Aude), conduisent à proposer une datation haute, oscillant entre le 7e et le 10e siècle pour la mise en œuvre de ces ouvrages.



Le deuxième état, qualifiable de « roman » et datant du 11e siècle ou début du 12e siècle, correspond à une reprise des élévations de la nef et aux fenêtres en plein cintre, dont deux portent des linteaux échancrés et gravés de faux claveaux. Un chœur semi-circulaire a été plaqué contre la nef : son appareil de moellons est recouvert tant à l'extérieur qu'à l'intérieur d'un enduit avec décor de faux-joints tirés au fer. Le portail latéral sud, venu condamner une des deux portes « pré-romanes », reproduit le même dispositif sur piédroits resserrés, mais présente un arc en plein cintre et des claveaux en pierre de taille. L'élévation ouest de la nef, avec son portail surmonté d'une fenêtre, paraissent aussi appartenir à cet état.

Le troisième état, lui-aussi « roman », de peu postérieur au précédent et pouvant dater de la fin du 11e siècle ou, plus sûrement, de la première moitié du 12e siècle, a consisté à réaliser une voûte en berceau en remplacement de la charpente de la nef, ce qui a obligé à doubler les murs gouttereaux d'arcs formerets, plaqués contre les maçonneries pré-existantes et masquant en partie les fenêtres romanes antérieures. Le décor sculpté est réduit aux impostes des piliers de la nef, tandis que les maçonneries en pierre de taille portent des marques lapidaires et traces de taille en épis ou chevrons. Appartient aussi à cette campagne le clocher à quatre arcatures et toit pyramidal sur coupole, comparable à celui des églises voisines de Saint-Laurent à Jonquières, Saint-Martin-de-Jussan et Saint-Pierre-de-Castres à Tresques.

Quelques interventions ponctuelles sont venues postérieurement modifier l'architecture, notamment le remplacement du portail sud par un arc surbaissé et la création d'une tribune sur la nef.



Très fragmentaire et composé d'îlots séparés, le premier décor peint est observable dans le chœur, sur les murs et la voûte en cul-de-four, ainsi que l'arc triomphal, mais se prolongeait sur le mur sud de la nef. L'hypothèse la plus probable est la représentation d'un Christ en majesté sur la voûte en cul-de-four, entourée de différentes scènes, dont les 24 vieillards de l'Apocalypse et une série de grands personnages en pied, complétés par un calendrier liturgique sur l'arc triomphal (scènettes placées dans des cartouches figurant des signes du Zodiaque ou des mois de l'année). En l'état des observations, ce décor pourrait être daté de la deuxième moitié ou fin du 12e siècle. Le second décor est présent uniquement sur le mur nord de la travée est de la nef, sous la forme d'une longue bande d'enduit à mi-hauteur, figurant une série de personnages pris entre deux registres décoratifs composant plusieurs scènes de la Passion du Christ.

SAINT-GAUDENS (Haute-Garonne)

Villa Montval, 110 av François-Mitterrand

Inscription au titre des monuments historiques en totalité de la villa, des dépendances, du parc et de son mur de clôture sur l'avenue François-Mitterrand, le 28/09/2021

Située à l'entrée est de Saint-Gaudens, cette villa est implantée au sein d'un parc paysager, qui se développe sur un terrain descendant jusqu'à la vallée de la Garonne. Elle bénéficie d'une vue panoramique sur la chaîne des Pyrénées. Elle a été construite à partir de 1898 pour un avoué de la ville, Joseph Cargue et son épouse Emilie, arrière-grands-parents du propriétaire actuel. Le gros-œuvre est achevé en 1903. Certains des plans conservés sont signés de Gérasime Martinez, architecte à Saint-Gaudens. Le plan du parc avec les essences d'arbres à planter est également conservé. J. Cargue étant un photographe amateur, une importante collection de plaques photographiques permet de suivre les étapes de la construction de la demeure. Les dépendances abritant la maison du gardien et les écuries ont été également reconstruites en remplacement de l'ancienne ferme.



La maison a conservé sa distribution d'origine avec au sous-sol les pièces de services (cuisine, salle de bain, chaufferie, caves, remise), au rez-de-chaussée, les pièces de réception et le bureau de l'avoué distribuées par un vaste vestibule d'entrée abritant l'escalier en marbre et garde-corps en fer forgé ; le 1^{er} et 2^e étages se composent de cinq chambres donnant toutes sur un grand vestibule. La décoration intérieure, y compris une grande partie du mobilier, n'a quasiment pas été modifiée depuis le début du XX^e siècle. Toutes les pièces de réception sont tapissées de papiers-peints différents.





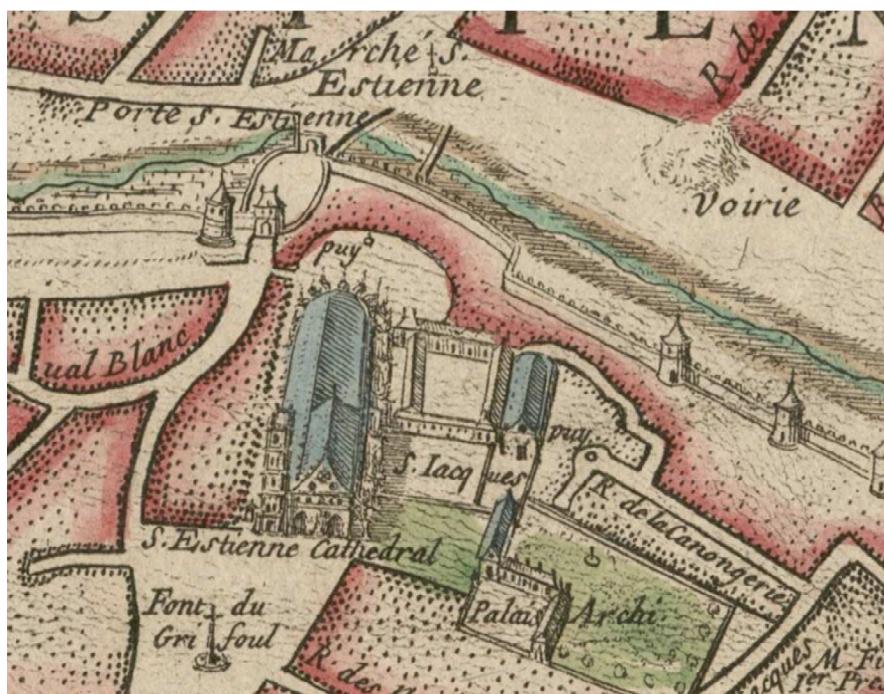
Cette villa, qui adopte un vocabulaire éclectique caractéristique des années 1900, constitue un témoignage intéressant du goût de la bourgeoisie moyenne aisée d'une ville de province. La villa, ses aménagements intérieurs, son mobilier, une partie des archives de la construction, le parc paysager et la dépendance sont parvenus jusqu'à nous dans un état d'authenticité rare.



TOULOUSE (Haute-Garonne) chapelle et cour Sainte-Anne

Inscription au titre des monuments historiques en totalité, ainsi que le sol et le sous-sol des parcelles AC9, 395, 396, le 03/05/2021

La chapelle Sainte-Anne a été édifiée à partir de 1827 par l'architecte diocésain Jean-Pierre Laffon (1787-1865), à l'emplacement des premières travées de l'église Saint-Jacques. Henri Bach (1815-1899), architecte de la fabrique de Saint-Étienne, remplace, dans les années 1890, la voûte par un plafond plat à caissons. La chapelle présente une architecture néoclassique épurée, caractéristique de plusieurs édifices religieux ou publics des années 1830 dans la région toulousaine. La cour Sainte-Anne a été aménagée à la place du cloître qui constituait le cœur du quartier canonial, implanté au sud de la cathédrale Saint-Étienne.



L'occupation du site est attestée depuis l'Antiquité. Le groupe épiscopal paléochrétien s'est structuré à l'emplacement d'un ensemble religieux du Haut Empire, implanté contre le rempart édifié au début du I^{er} siècle et reflétant l'importance de la ville à l'époque romaine. Il disposait probablement très tôt de deux églises : la cathédrale et l'église Saint-Jacques qui est déjà mentionnée en 844 dans un diplôme de Charles le Chauve. La chapelle Sainte Anne conserve, au niveau de son mur occidental, des portions de maçonnerie pouvant être rattachées à cet édifice primitif. Avant 1073, date à laquelle Isarn de Lavaur, évêque de Toulouse entre 1071 et 1105, impose aux chanoines de vivre en communauté, nous ne disposons que de peu d'informations sur l'organisation du chapitre. S'étendant sur environ 4 ha, le quartier canonial qui était borné au nord par la cathédrale, à l'est par le rempart augustéen, à l'ouest par le palais épiscopal et au sud par la rue Saint-Jacques, était entouré par une clôture. Sa superficie est restée stable jusqu'à la Révolution.

La cathédrale, l'église Saint-Jacques et le cloître ont été reconstruits entre la fin du XI^e siècle et la première moitié du XII^e siècle. Le grand cloître, sans doute le plus vaste du midi de la France, séparait la cathédrale de l'église Saint-Jacques. Jusqu'à la nationalisation des biens du clergé en 1789, le quartier canonial se composait de la cathédrale, de la salle capitulaire, d'un réfectoire, de dépendances, du cloître, de l'église Saint-Jacques et de la prévôté.

Le chapitre disparaît le 18 août 1792 lors de la suppression des congrégations religieuses. A la fin de 1799, le cloître est détruit et à sa suite tous les édifices qui l'entouraient. En 1811, le percement de la rue Sainte-Anne sonne le glas du cloître dont seuls quelques éléments de sculpture sont parvenus jusqu'à nous et de l'église Saint-Jacques. Le sous-sol de la cour Saint-Anne conserve les vestiges des aménagements prestigieux de ce quartier qui a été étudié par Quitterie Cazes dans le cadre de sa thèse soutenue en 1993 et publiée en 1998.



TOULOUSE (Haute-Garonne)
Hôtel de ville place du Capitole

Inscription au titre des monuments historiques des façades et toitures de l'ensemble du Capitole (hôtel de ville et théâtre) à l'exception de la surélévation réalisée en 2006 au-dessus de la scène du théâtre et de la centrale de climatisation ; de l'enfilade des pièces du RDC de l'aile ouest (antichambre, salon rouge, les trois bureaux du cabinet du maire, couloir), le 11/10/2021

Les édiles municipaux ont, dès la fin du XII^e siècle, acquis des terrains placés de part et d'autre du rempart antique nord de la cité, afin d'édifier une maison commune. Au début du XVI^e siècle, les bâtiments communaux occupent un *moulon* entier ; de nouvelles constructions sont régulièrement ajoutées. En 1575, les capitouls font percer une nouvelle rue à l'ouest afin d'isoler le Capitole des maisons particulières pour améliorer sa défense ; une nouvelle façade occidentale est alors édifiée. Après la création de la cour Henri IV et de ses deux galeries au début du XVII^e siècle, les capitouls envisagent de créer une grande place royale en détruisant plusieurs îlots d'habitations et de reconstruire la façade ouest du Capitole. Cet important projet n'aboutit qu'en 1751 avec la construction par Guillaume Cammas de la façade ouest actuelle. Cammas donne également les plans en 1737 pour le théâtre implanté à l'angle sud-ouest. A l'arrière de la nouvelle façade s'entremêlent tous les bâtiments construits au cours des siècles et nécessaires au fonctionnement de la municipalité.



En 1837, le conseil municipal décide de lancer un concours pour réorganiser et construire le Capitole. La 1^{re} liste des monuments historiques classe plusieurs parties du Capitole : la tour des archives dite donjon, les façades intérieures de la cour Henri IV, la façade principale donnant sur la place du Capitole. Le conseil des bâtiments civils rejette en 1844 les projets sélectionnés par la ville car ils ne tenaient pas compte de ces monuments historiques.

Durant plus de 40 ans, la question de la reconstruction du Capitole voit se succéder les concours, les projets et les controverses politiques. L'emplacement du théâtre pose entre-autre problème : doit-il rester dans l'enceinte du Capitole ou être déplacé comme l'a proposé J-J Esquié, lauréat en 1844 du concours pour la reconstruction du Théâtre ? En 1867, le conseil municipal décide de détruire des constructions à l'est du donjon : le Petit Versailles, les prisons, la tour Charlemagne, la tour de l'horloge... En 1873, les démolitions pour le percement de la rue Alsace-Lorraine débutent et aucun projet n'a été validé, probablement en raison de problèmes financiers de la ville. En 1873, le maire Ebelot commande à l'ingénieur des ponts-et-chaussée et directeur des travaux municipaux, Marcel Dieulafoy, les plans pour le théâtre, maintenu dans l'hôtel de ville. Finalement, en 1878, l'architecte parisien Alfred Leclerc (1843-1915), Grand prix de Rome en 1868, est choisi pour mener à bien le projet, sur proposition

d'Hector Lefuel, vice-président de conseil des bâtiments civils, peut-être lassé de refuser les projets de la ville. En 1877, Leclerc avait remporté le 1^{er} prix du concours pour l'hôtel de ville de Limoges.



Alfred Leclerc remet un premier projet en 1879, conservant la cour Henri IV au centre et le théâtre au sud. Le projet adopte un plan à peu près rectangulaire avec des ailes de bureaux ouvrant sur la rue Lafayette et sur une cour intérieure. Les travaux de gros-œuvre débutent en 1884. Comme le font justement remarquer B. Tolland et L. Peyrusse, « on reproche souvent à Alfred Leclerc son manque d'invention car [...] cette façade orientale reprend l'organisation générale de celle de Guillaume Cammas », mais son projet est « logique et cohérent », tout en étant respectueux de la prestigieuse façade dix-huitième.

Le chantier de construction est suivi par la décoration des salles de réception du 1^{er} étage, où la municipalité a choisi de faire appel aux grands artistes toulousains contemporains ; ces salles ont été classées en 1995. Seul le salon Rouge (rez-de-chaussée) décoré de toiles du peintre Edmond Yarz n'a pas été pris en compte. Cette pièce et les trois bureaux placés en enfilade ont conservé l'essentiel de leur décor porté (hormis les murs du bureau du maire qui ont été malencontreusement désenduits).



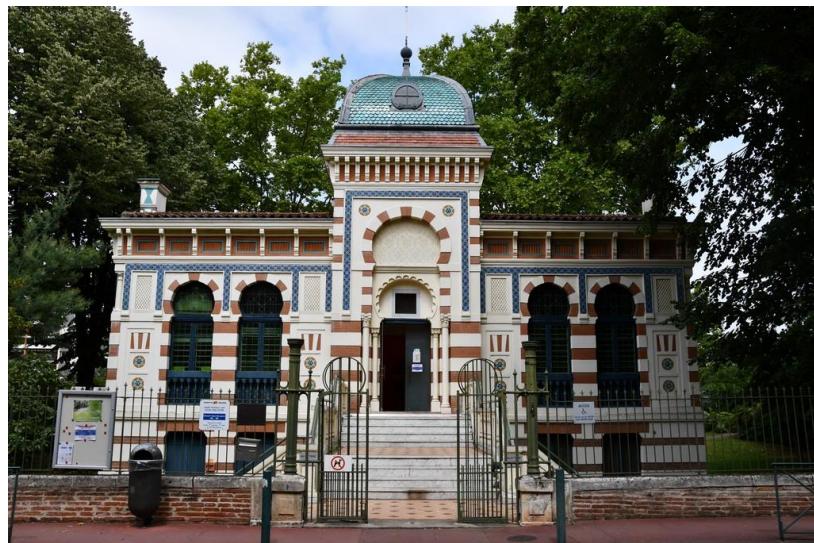
TOULOUSE (Haute-Garonne)

Musée Georges-Labit

Inscription au titre des monuments historiques des façades et toitures du musée et de la conciergerie, des trois parcelles constituant l'emprise du jardin, du mur de clôture et des quatre portails le long des rues des Martyrs de la Libération, du Japon et du boulevard Montplaisir, le 14/12/2021

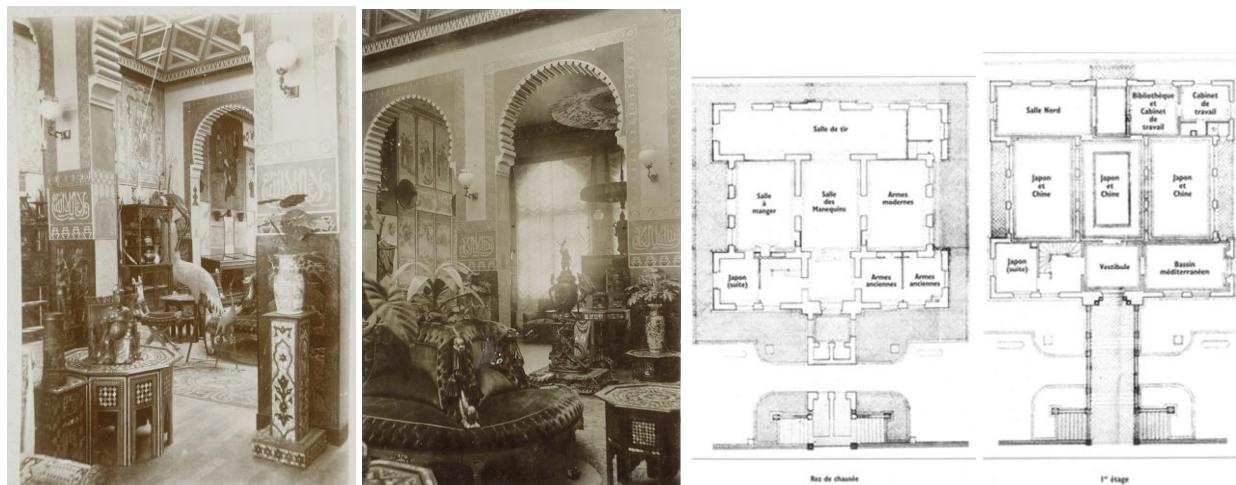
Georges Labit (1862-1899) était le fils aîné d'Antoine Labit, fondateur du premier grand magasin de Toulouse, « La Maison Universelle ». Son père, le voyant attiré par les voyages, le missionna officiellement dès 1884 pour prospecter de nouveaux produits pour son commerce. Parallèlement à sa mission commerciale, Georges Labit commença à former une collection d'objets traditionnels. Entre 1884 et 1887, il voyagea en Autriche, en Allemagne, en Belgique, en Hollande, en Espagne, à Venise, en Europe centrale, en Tunisie, en Algérie et en Angleterre. En 1888, il intégra la Société de Géographie de Toulouse qui l'envoya en Scandinavie. L'année suivante, il effectua son premier séjour en Asie, au Japon, pour le choix d'objets destinés au rayon d'Extrême-Orient de « La Maison Universelle ». Il en rapporta de nombreuses pièces ethnographiques, avec l'idée de présenter ses collections dans un lieu dédié. Il découvrit l'Egypte et l'Afrique noire en 1890, et, après avoir voyagé en Andalousie, retourna en Algérie puis au Maroc en 1891.

Édifié dans le quartier de Montplaisir par l'architecte toulousain Jules Calbairac toulousain dont c'est la première grande commande, le musée Georges-Labit a été inauguré le 11 novembre 1893. L'édifice a été conçu à la fois comme un musée destiné à abriter les collections rapportées par Georges Labit de ses nombreux voyages et comme une demeure bourgeoise avec cuisine, salle à manger, billard et chambre. Le commanditaire et son architecte se sont autant inspirés de l'architecture mauresque de Cordoue et Grenade que de ses réinterprétations françaises dans les stations balnéaires, villes d'eaux ou expositions universelles. Le musée est conçu en deux registres, un rez-de-chaussée en contrebas et un niveau principal surélevé auquel le visiteur accède par un escalier extérieur depuis la rue des Martyrs de la Libération. Comme dans la plupart de ses réalisations, Calbairac soigne particulièrement l'animation des façades : il multiplie les décrochements, souligne les lignes horizontales par la large corniche, la frise de faïence et la bichromie des assises, et les verticales par la prédominance des travées centrales, les plaques décorées de rosaces, les souches de cheminée et la hauteur des fenêtres. Il renforce le caractère oriental en accumulant les références aux monuments islamiques : les arcs outrepassés polychromes – qu'on retrouve sur les quatre cheminées disposées aux angles de la toiture – sont inspirés de ceux de la mosquée de Cordoue, les arabesques du tympan de la porte d'entrée sont copiées sur celles de l'Alhambra de Grenade tandis que les tuiles en céramique vernissée du dôme renvoient à l'architecture timouride. La travée d'entrée adopte la même ordonnance que celle du pavillon tunisien de l'exposition universelle de 1889, principale source d'inspiration de Calbairac ; les chapiteaux en ciment moulé sont ornés de croissants et d'inscriptions arabes.



L'édifice adopte un plan centré très proche de celui du Casino Mauresque d'Arcachon : de forme presque carrée (17 mètres sur 15 mètres), il s'ordonne de façon symétrique autour d'un espace central surmonté d'une grande verrière sur lequel s'ouvre l'ensemble des pièces. Au niveau principal (1^{er} étage) se

déployaient au nord les collections européennes, à côté desquelles Georges Labit avait aménagé son cabinet de travail. Au centre de la composition, trois grandes salles largement ouvertes accueillaient les collections d'Extrême-Orient ; elles communiquaient entre elles par des arcs outrepassés dont les piliers étaient ornés de faïences de Brousse et d'inscriptions copiées de la mosquée de Kairouan. Près du vestibule, un escalier permettait de rejoindre la « Chambre arabe » dans le dôme. Le niveau de soubassement, de plan identique, abritait, de part et d'autre du pavillon d'entrée, une collection de faïences et des jeux et armes anciennes. Au centre se trouvait la « salle des mannequins », encadrée par la salle à manger, la salle d'armes et la salle de tir. La muséographie se démarquait des partis plus classiques adoptés par d'autres collectionneurs contemporains (Revilliod, Guimet, Cernuschi) : les salles, ornées de peintures, carreaux de faïences et tentures, cherchaient à dépayser le visiteur, révélant l'approche d'ethnologue plus que d'esthète de Georges Labit, « amateur d'art qui se souciera moins d'amasser des trésors que des témoignages de la vie des hommes » (Jean Penent).



Après la mort de Georges Labit en 1899, son père conserva le musée, puis le léguua par testament à la ville de Toulouse en 1912. En 1933, des travaux furent entrepris, dirigés par l'architecte de la ville, Jean Montariol, et l'année suivante la ville confia la charge de directeur bénévole au docteur Albert Sallet : l'édifice ouvrit à nouveau au public le 14 avril 1935 mais beaucoup d'objets et la presque totalité des photographies avaient été perdus en raison des mauvaises conditions de conservation. Entre 1969 et 1976, les intérieurs ont été « modernisés », faisant disparaître le décor voulu par Georges Labit. Le musée a été totalement rénové entre 1994 et 1997. En complément du musée, Calbairac a construit deux chartreuses, l'une servant de conciergerie et l'autre d'atelier de photographie, ainsi qu'un pavillon en bois pour abriter la bibliothèque, dans l'axe du musée. De ces annexes ne subsiste que l'ancienne conciergerie à l'angle du canal et de la rue du Japon.

Ce musée conçu par un grand collectionneur toulousain s'inscrit dans la vogue de l'architecture orientaliste qui s'épanouit à la fin du XIX^e siècle dans les villes d'eaux et les stations balnéaires, et dont nombre d'exemples ont disparu en raison de leur fragilité ou du changement de goût.



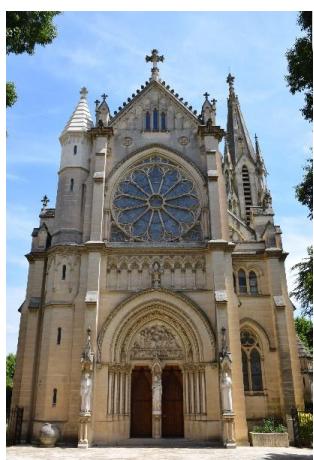
Claire Aubaret © DRAC Occitanie

MONTPELLIER (Hérault)
Enclos Saint-François de la Pierre Rouge

Inscription au titre des monuments historiques les jardins et parcelles, la villa Berthe, la salle Bleue, la cour des Miracles et deux salles de l'appartement du père Prévost au rez-de-chaussée du bâtiment n°13 ainsi que les façades et toitures des autres bâtiments, à l'exclusion du bâtiment moderne,
le 01/12/2021



Situé aux portes de la ville, l'Enclos Saint-François est une ancienne propriété agricole, devenue institution religieuse d'enseignement. Dénommé Herme de Prades, ce vaste ensemble est appelé également château Vichet, un corps de logis prenant place en son centre avec un bassin et une allée. L'édifice est le plus ancien conservé, perpendiculaire à l'avenue de Castelnau. Les murs de clôture marquent, comme pour d'autres, les limites de la propriété agricole qui acquiert une vocation sociale avec la construction, après l'acquisition par la comtesse de Chazelles en 1840, de maisonnages le long de l'avenue, greffées sur l'ancien château, afin de loger des familles nécessiteuses. Cet ensemble donne sa vocation sociale aux lieux. La paroisse Saint-Mathieu ayant refusé son legs, ses héritiers vendent la propriété à l'architecte Numa Joseph Polge en 1875. Il viabilise les terrains et créé un nouvel urbanisme en ouvrant de nouvelles rues. Dans les années 1880, il revend des éléments sur lesquels les propriétaires construisent des habitations de type périurbain (villas) et une bergerie pour un boucher.



L'orphelinat Saint-François est créé en 1885 et placé sous la direction des sœurs franciscaines de Notre-Dame-du-Calvaire de Grèzes dans l'Aveyron. Ainsi commence la vocation religieuse et éducative de la Pierre-Rouge nouveau nom de ce petit territoire. Les orphelins recevaient un début d'instruction agricole, caractéristique de cette congrégation. En 1901, l'établissement compte 80 pensionnaires et les bâtiments au sud des maisonnages sont construits ou remodelés. L'arrivée du père Charles Prévost en 1907 sur la demande de l'évêque de Montpellier, M^{gr} de Cabrières, va radicalement modifier l'aspect du site et l'institution elle-même. Avocat devenu prêtre, il est le seul héritier de la fortune familiale ce qui lui permet d'éponger les dettes de l'orphelinat et de mener une campagne systématique d'agrandissement en acquérant maisons et terrains autour du noyau primitif. De 1909 à l'après-guerre, il étend la propriété jusqu'à la rue de Lunaret et à l'avenue Saint-Lazare, dépassant le ruisseau le Chambéry au sud vers la rue Abert, pour couvrir une

superficie de 13 hectares. En 1914, l'établissement compte 105 pensionnaires de 3 à 17 ans et 72 membres du personnel.

Au lieu de faire table rase des éléments acquis, il choisit d'agglomérer les éléments en les modifiant ou les complétant. Ainsi il modifie la bergerie Maraval, conservant l'extrémité ouest à plusieurs niveaux, en transformant la bergerie en salle de spectacle et en la surélevant pour y installer des salles de classes desservies par une galerie ouverte dans les années 1920 (salle bleue). Il installe une bibliothèque dans la villa Berthe, réaménage les bâtiments le long de l'avenue de Castelnau pour y installer des étudiants, transforme une bonneterie en dortoir et salles de cours (cour Saint-Jean) qui est complété par une extension en 1938. Dans ces mêmes années 1930, il fait construire une école sur l'emplacement de la cour des Miracles. Le tout est disposé autour de jardins qui sont réaménagés pour créer un cadre aux activités éducatives du lieu. Il est secondé par l'architecte Julien Boudes qui travaille pour le père Prévost dès 1909 et la construction de l'imposante chapelle néo-gothique, sans conteste le morceau de bravoure de l'Enclos avec sa remarquable décoration (vitraux du parisien Félix Gaudin en 1913, sculptures du biterrois Jean Magrou avant 1928), jusqu'à la veille de la seconde guerre mondiale au moins, donnant une certaine cohérence à l'ensemble tout en suivant les modes architecturales.



Dans ce cadre verdoyant, le père Prévost a ainsi conçu une sorte de campus pour les jeunes orphelins et élèves montpelliéens, et recevant un enseignement pluridisciplinaire. Croisant l'éducation intellectuelle plus classique à l'éducation artistique, musicale (création d'un chœur célèbre), théâtrale (beaucoup de pièces jouées dans la salle bleue), mais aussi spirituelle et sportive, sociale et manuelle. Ainsi les jeunes apprentis se forment à l'horticulture, à la ferronnerie et à l'ébénisterie (les éléments de ces deux dernières matières dans la chapelle sont réputés avoir été réalisés par les élèves de l'Enclos). Le père Prévost fonde un établissement d'enseignement secondaire accueillant aussi des externes, les plus aisés payant pour l'éducation des pauvres et des orphelins. Il héberge des étudiants et des postulants au Séminaire Saint-Roch (il formera d'ailleurs bon nombre de futurs prêtres ou religieux) et l'Académie reconnaît l'établissement en 1912 comme collège. Parmi les anciens élèves, on compte le maître de chœur Jean Bioulès et son fils le peintre Vincent Bioulès. Le peintre Jean Hugo y réalise des décors. Le comédien Michel Galabru, le PDG de Radio-France, Romand Faure, ou encore le poète, écrivain et journaliste Frédéric-Jacques Temple ont poli les bancs de l'Enclos.

L'Enclos Saint-François est un lieu unique qui permet de croiser deux approches patrimoniales. C'est tout d'abord un territoire périurbain où se côtoyaient propriétés agricoles dont ne subsistent généralement que les murs d'enclos donnant son nom à Saint-François et institutions religieuses dont ils restent quelques exemples comme les Récollets ou le Petit Séminaire. Ensuite, il est la concrétisation d'une volonté exemplaire d'un pédagogue original, le père Prévost. Son activisme dans le domaine pédagogique a permis de créer un ensemble, certes hétérogène, mais tout entier voué à l'instruction des enfants orphelins à l'origine, mais pas seulement (les plus aisés payant pour les autres). Il en ressort un vaste parc immobilier regroupant des édifices allant de l'Ancien Régime aux années 1950, dominés par une majestueuse chapelle néo-gothique, proposant tous les types d'interventions et de style : édifices anciens réappropriés, constructions du XIX^e siècle réaménagées pour une fonction éducative, constructions scolaires neuves de l'entre-deux-guerres dans deux styles différents. Cette diversité présente au cœur d'un fil conducteur social et éducatif en font un lieu original à Montpellier et au-delà. L'intérêt de la chapelle et surtout de sa remarquable décoration (vitraux, sculptures, pavages...) plaident pour un vœu de classement.

MONTPELLIER (Hérault)
Hôtel d'Audessan ou de la Vieille Intendance
9 rue de la Vieille Intendance

Inscription au titre des monuments historiques des façades et toitures ainsi que, en totalité, la cour, le grand escalier avec ses vestibules et la partie subsistante de son ancien jardin avec ses terrasses, sol et aménagements hydrauliques, le 1^{er}/12/2021

La demeure est établie sur le versant nord de la ville médiévale, au niveau de la première enceinte des Guilhem, seigneurs de Montpellier, où se situait la juiverie à la fin du 14^e s. En 1638, une seule très grande parcelle est créée par René d'Audessan, fils d'un notaire parisien, ancien maître d'hôtel du roi, conseiller à la cour des comptes, aides et finances : il annexe plusieurs maisons médiévales et inféode même deux ruelles pour remodeler ce terrain en trois gradins plongeant en fort dénivelé vers le nord où il aménage un grand jardin. La construction, qui semble avoir été réalisée en peu de temps, est attribuable à l'architecte orléanais Simon Levesville, installé à Montpellier à cette période, ou à son école, caractérisée par son plan à la française et surtout par son décor à refends et bossages rustiques en encadrement des baies et pseudo-lucarnes, plafond à soffites parquetés, etc... (cf. hôtels de Castries et de Ranchin à Montpellier, palais épiscopal de Béziers, notamment...).

En 1660, la demeure est suffisamment prestigieuse pour accueillir la Grande Mademoiselle, lors de son passage à Montpellier puis le Duc de Verneuil, gouverneur du Languedoc lors des Etats de 1668. En 1686, François d'Audessan, baron de Beaulieu, loue l'hôtel à l'Intendant Nicolas Lamoignon de Basville qui en fait le siège de l'Intendance de Languedoc et sa résidence, ensuite transférée à l'hôtel de Ganges, tout près de là (actuelle Préfecture), en 1718

C'est aussi un lieu de mémoire où vécurent Auguste Comte et Paul Valéry, qui y écrivit sa « soirée avec M. Teste ».



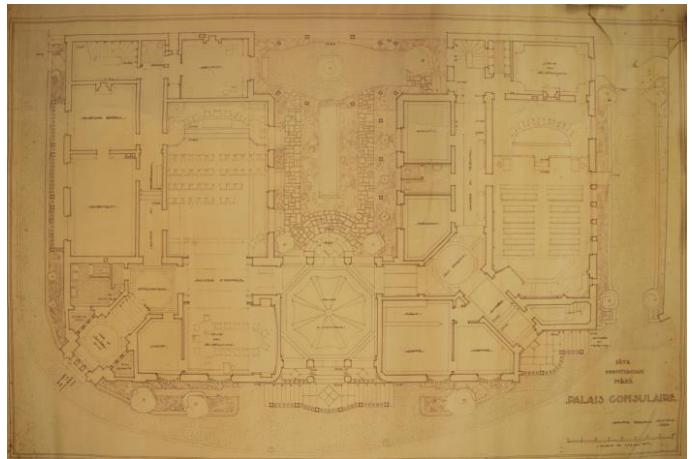
Le logis est entre cour et jardin, encadré de deux ailes de même hauteur, enserrant la cour d'honneur fermée, côté rue par un mur surmonté d'une galerie sur double demi-berceaux, ouvert d'un sobre portail à refends d'encadrement. Les élévations ont été remaniées aux 18^e et 19^e s. pour supprimer le décor maniériste, perdant ses grandes croisées mais conservant quatre de ses pseudo-lucarnes et le grand portail à fronton cintré et bossages rustiques ouvrant au fond de la cour à gauche sur l'escalier, sans jour, à noyau rampe sur rampe (refends des arcades et piliers et parquetage des soffites des paliers). Les lucarnes sont également conservées sur la façade nord sur jardin, par ailleurs très remaniée.

La terrasse supérieure à balustrade sur le jardin est supportée par deux arcades abritant les vestiges d'un nymphée et un bassin avec amenée d'eau souterraine ; le reste du jardin est amputé de sa partie nord lotie au-delà de la rue rétablie. D'importants aménagements intérieurs sont réalisés aux 18e et 19e s. (cheminées à trumeaux de gypseries dans les appartements des étages).



Yvon Comte 2017, d'après J.-L. Vayssettes, © DRAC Occitanie

SETE (Hérault)
Ancien palais consulaire
Inscription au titre des monuments historiques en totalité, le 10/12/2021



Le Tribunal de Commerce se trouvant mis à la porte par la Ville en 1912, il demande à la Chambre de Commerce d'envisager un édifice regroupant les trois fonctions commerciales : tribunal, bourse et chambre. L'idée est accueillie avec enthousiasme et un concours est rapidement lancé en 1913. Le lauréat de ce concours pour un programme mixte et complexe est le parisien Adolphe Dervaux, architecte ayant déjà construit une gare à Biarritz et en commence une autre à Rouen la même année que le concours.

La guerre interrompt l'examen du projet qui n'est repris qu'en 1917, mais traîne encore pendant plusieurs années, les travaux ne commençant réellement qu'en 1926. Le projet réalisé est assez différent de celui du concours, même s'il reprend cette visibilité urbaine exceptionnelle que lui confère la tour à l'angle des deux quais. Il est considérablement simplifié en lui donnant une franche touche Art déco. Les locaux sont groupés autour d'un jardin intérieur, tandis qu'une petite cour latérale permet l'éclairage de la salle d'audience du tribunal.

Au final, Dervaux réalise un petit édifice, tout en charme et en délicatesse, encore empreint de touches Art nouveau subtiles. La décoration sculptée est confiée au parisien Paul Niclausse (haut-relief de la tour avec Les Vendangeuses et bas-relief du fronton de la façade principale avec branches de vignes). Carlos Reymond, quant à lui, exécute deux grandes toiles sur le thème du port de Sète, malheureusement enlevées avant l'acquisition par le Conseil régional. Les mosaïques de sol, d'une grande variété et pour certaines assez complexes, bien que dans une veine exclusivement géométrique, sont dues à la grande maison Gentil et Bourdet de Boulogne-Billancourt. Les parisiens E. Borderel et Robert réalisent la ferronnerie d'art de grande qualité des deux grandes portes d'entrée à deux vantaux et impostes décorés d'un motif sur le thème du commerce, de la pêche, de la vigne et de la justice.

Le Palais consulaire de Sète est un signal urbain fort dans cette ville parcourue de canaux. Œuvre d'Adolphe Dervaux, célèbre pour avoir réalisé les stations-type du métro parisien au début des années 1920, il présente un aspect atypique, presque déconstruit qui lui donne une allure étrange d'objet architectural, plutôt que d'édifice administratif comme ceux de ses concurrents du concours de 1913. Il adopte le style Art déco, tout en maintenant les transitions subtiles entre architecture et décor, proches du traitement organique de l'Art nouveau, comme il le fait à la gare de Rouen. Même si quelques modifications sont intervenues ponctuellement, l'ouvrage conserve encore la majorité de ses éléments constitutifs et ses décors, boiseries, pavements en mosaïque, luminaires, moulures, ferronneries, etc. C'est un rare témoignage d'une architecture Art déco originale, presque désinvolte qui se met en scène sur l'eau, comme un bateau de régate. Il mérite une protection au titre des monuments historiques pour accompagner son avenir.



Olivier Liardet © DRAC Occitanie

FIGEAC (Lot)
Ilot Séguier
Inscription au titre des monuments historiques en totalité, le 18/12/2021



L'îlot Séguier est constitué de deux parcelles cadastrales situées entre la rue Séguier au sud, l'impasse Bonhomme au à l'ouest et l'impasse de la Monnaie à l'est. À l'origine divisé entre deux propriétaires, l'ensemble est aujourd'hui réuni par la ville de Figeac.

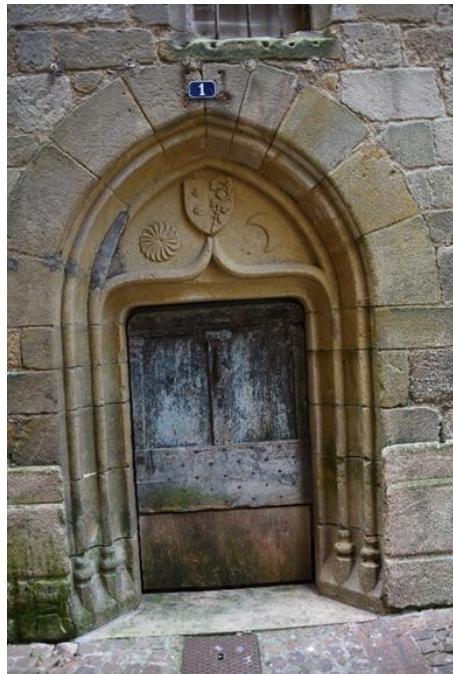
L'îlot se présente sous la forme d'un L dont le long côté se déploie sur l'impasse Bonhomme et le côté court sur la rue Séguier. Une cour intérieure est positionnée entre les deux corps de logis et l'impasse de la Monnaie. L'îlot Séguier reflète par sa complexité, l'histoire de la ville de Figeac. Les éléments les plus anciens – fin du XIIe siècle - ont été repérés par Catherine Viers (INRAP) dans l'entité nord. La façade principale de cette première habitation est aujourd'hui le mur de séparation entre les deux entités de l'îlot. A la fin du XIIIe siècle, alors qu'est percée la rue Séguier, le bâtiment primitif est modifié : mise en place de latrines à coffres en saillie, cheminées à l'étage et fenêtre géminée. Ces aménagements sont contemporains de la construction du corps de logis de la rue Séguier, qui vient transformer la façade de l'habitation de la fin du XIIe siècle en simple mur de séparation. La présence des trois grands arcs au rez-de-chaussée, ouverts sur la nouvelle rue, témoigne d'une activité de commerce. L'arrière de l'îlot servait peut-être de zone de service et de stockage. La façade de la rue Séguier se continuait dans les étages par des pans-de-bois. Les têtes des murs gouttereaux qui les encadraient comportaient des culots sculptés : chevalier et visage féminin. Pour Catherine Viers, ce bâtiment s'élevait sur au moins un étage voire deux si l'hypothèse d'une toiture à forte pente, qu'elle suggère, est retenue. La reprise et l'agrandissement de l'îlot Séguier au XIIIe siècle suivent le développement économique de la cité quercynoise.

À la fin du XVe siècle ou au début du XVIe siècle, des travaux d'envergure sont entrepris dans les deux entités de l'îlot Séguier. Le puissant mur de refend nord-sud est bâti côté rue Séguier. Il détruit alors tous les planchers médiévaux. Un entresol, soutenu par l'imposant pilier de bois, subdivise le rez-de-chaussée médiéval. La tour d'escalier de l'impasse de la Monnaie est construite est le bâtiment surélevé d'un niveau. De nouvelles cheminées sont placées dans les deux étages supérieurs, destinés à la résidence et à la réception. Le puissant plafond à la française, à poutres et solives, remonte également à cette campagne de travaux, tout comme celui à closoirs héraldiques qui orne la grande salle du second étage. Cette pièce semblait destinée à la réception : le but de ce décor de blasons était d'exposer aux visiteurs les alliances familiales, véritable arbre généalogique.

De riches décors peints sur les murs complètent le plafond à closoirs : motifs de brocards, gerbes de fleurs, frises géométriques. Dans l'entité nord, des décors peints sont également réalisés : fausse-coupe de pierre et motifs géométriques avec des quadrilobes. Ces travaux s'inscrivent dans le renouveau de la ville de Figeac qui, comme d'autres cités du Quercy, se relève d'un siècle d'épreuves : guerres, épidémies, population décimée. A l'époque moderne, suite aux guerres de Religion dévastatrices, une tour d'escalier est rajoutée dans la cour de l'entité nord, côté impasse de la Monnaie, ce qui entraîne la suppression d'une partie de la

galerie de distribution en bois. L'encorbellement en pans-de-bois de la façade de la rue Séguier est démonté et un nouveau système de toiture est mis en place, qui supprime la forte pente médiévale. Les fenêtres à meneaux et croisillons sont démontées et remplacées par des baies rectangulaires. Les éléments en pierre sont remployés pour bâtir les piliers qui supportent le *soleilho* du dernier niveau. Divers aménagements intérieurs prennent place, parfois au détriment d'éléments médiévaux : cheminées, placards, cloisons. Les décors peints sont cachés sous des badigeons et le plafond à closoirs heraldiques sous un faux-plafond.

Bien que déjà protégé de par le secteur sauvegardé qui englobe le centre ancien de la ville, une protection au titre des Monuments Historiques de l'îlot Séguier est cohérente. L'immeuble se présente comme un palimpseste sur lequel se lisent – parfois de manière ténue – les différentes étapes de l'essor et du développement de la ville de Figeac, depuis le XII^e siècle jusqu'à l'époque moderne. La grande qualité des éléments architectoniques encore en place – latrines avec coffres en saillies, cheminées et placards – mais surtout l'ensemble des décors peints de la fin de l'époque médiévale, d'une grande finesse et d'une originalité certaine, associés au plafond à closoirs heraldiques – un *unicum* à ce jour en Quercy – justifie amplement l'inscription en totalité au titre des Monuments Historiques des parcelles AB 162 et 163. La parcelle 161 n'est pas prise en compte car il s'agit d'une construction plus tardive qui a été transformée au XX^e siècle en commerce et complètement bouleversée à l'intérieur à cette occasion.



GORUDON (Lot)

Eglise de Prouilhac

Inscription au titre des monuments historiques en totalité, le 18/12/2021



L'église Saint-Pierre est située dans le hameau de Prouilhac au nord-est de Gourdon. La nef pourrait dater en partie du XIIe siècle, d'après l'appareil, la voûte en berceau et les formes de la porte et d'une petite fenêtre. Le portail néo-classique ouvert au sud date du milieu du XIXe siècle. Le chevet carré porte un clocher massif qui conserve en partie haute des consoles en bois destinées à porter un houd, vraisemblablement du XIV^e siècle.

Deux chapelles ont été ajoutées, l'une au nord et l'autre au sud, à la fin du XVe siècle. La voûte de la chapelle nord est à liernes et tiercerons ; la clef centrale et la clef sud portent chacune un écu lisse. Des sondages ont révélé un écu qui pourrait être celui des La Sudrie, co-seigneurs à partir de 1613. Les deux cors de chasse représentés sur le chapiteau ouest de l'arc d'entrée permettent d'en attribuer la construction aux de Cornil, seigneurs de Prouilhac. Elles sont accompagnées d'un homme appuyé sur un bâton sur la face latérale et d'un chien sur le culot voisin. La chapelle sud conserve les vestiges d'une litre funéraire où figurent notamment les armoiries des Cardaillac-Thémines (seconde moitié du XVI^e siècle) ainsi que celles des Durfort-Boissières, datant du XVII^e siècle.

L'église a été réaménagée liturgiquement à une époque indéterminée, peut-être au XVII^e siècle. La chapelle nord est devenue le chœur liturgique et a accueilli le maître-autel, l'ancien sanctuaire étant utilisé comme une simple chapelle latérale. Vers 1680 est en effet installé dans la chapelle nord un autel avec un tabernacle, en bois sculpté, peint et doré, dû à l'atelier du sculpteur gourdonnais Tournié, surmonté d'une grande toile qui figure la Crucifixion avec la Vierge et saint Jean. À la même période, un grand retable architecturé prend place dans l'ancienne absise. Il est orné d'une pietà en haut-relief, entourée de sainte Barbe et sainte Marguerite. Au début du XVIII^e siècle, le chœur fait l'objet d'une campagne de peintures murales. Un décor recouvre l'intégralité des murs et des voûtes : des rinceaux végétaux, des motifs floraux, un faux-marbre rouge et des feuilles d'acanthes sur fond ocre ou blanc.

L'édifice a fait l'objet d'une étude préalable en 2006 (Gaëlle Duchêne et Marion Sartre) qui a permis d'identifier les nombreux désordres structurels du chœur (absence d'étanchéité de la couverture, fragilité de la charpente, affaissement des voûtains, déversement des murs est et ouest) ; la partie occidentale du clocher, en porte-à-faux sur la croisée, a été étayée en décembre 2010.

L'église Saint-Pierre de Prouilhac est un bel exemple de l'architecture médiévale quercynoise dans un style de transition entre l'époque romane et le premier gothique.

L'agrandissement au XVe siècle de l'église Saint-Pierre au moyen de deux chapelles seigneuriales traitées dans le style gothique rayonnant, dont témoigne le voûtement à liernes et tiercerons, illustre notamment le développement du culte du Purgatoire au XV^e siècle.

Le décor héraldique visible ou sous-jacent apporte, outre une vision tangible de l'importance des co-seigneuries dans le Midi et de la succession des familles nobles, quelques précisions chronologiques. Quant aux décors muraux existants sous les badigeons du chœur, associés aux deux retables de la fin du XVII^e siècle,

Ils témoignent de l'application des directives du Concile de Trente et des visites pastorales des évêques de Cahors - dont Monseigneur de Solminhac - , en matière de liturgie et d'embellissement des églises paroissiales.



LA CANOURGUE (Lozère)

Maison de Nogaret dite la Mansarde 2 rue des Clauses

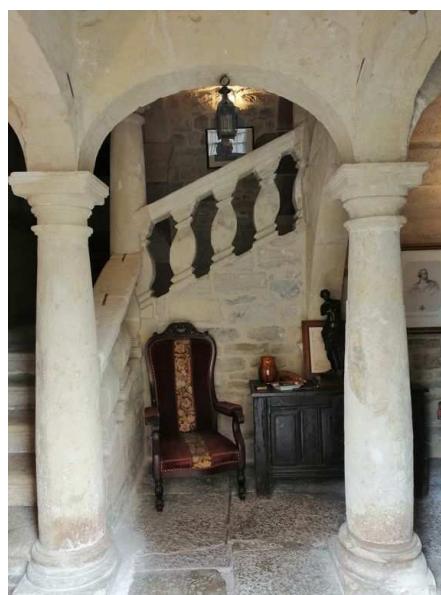
Inscription au titre des monuments historiques en totalité de la maison, de ses dépendances et du jardin clos de murs, le 27/09/2021

Un acte de 1740 établit un échange de maison entre les sieurs Bonefous et M. Lamote de Nogaret avocat : ceux-ci lui cèdent leur « maison de la Mansarde ». Un texte de 1749 indique que « M. de Nogaret a fait des réparations considérables à cette maison ». Le nom de la Mansarde est donc fort ancien et la partie la plus ancienne de la maison date donc du XVII^e siècle, agrandie entre 1740 et 1749.

La maison appartient depuis 1740 à la famille de Nogaret, famille notable implantée en Lozère et en Aveyron dont il existe deux branches au XVII^e siècle, réunies par mariage au XIX^e siècle.



Cette maison est une demeure urbaine, elle n'a jamais été un domaine agricole, mais dispose d'un vaste jardin clos de murs, avec un bassin circulaire, un pavillon à vocation de remise pour les vases d'agrumes et cinq terrasses en bancels. La maison d'habitation est composée de deux ailes : une aile latérale à l'est et une aile principale au sud, prolongée par une aile de communs en retour, fermant la cour intérieure, complétée au nord par une autre aile de communs. La construction est en calcaire avec des encadrements de baies en grès rouge. La toiture à pans brisés et à croupes est couverte de lauzes de schiste, et animée de nombreuses lucarnes décorées de frontons sur la façade principale, plus simples sur la façade latérale.



L'entrée principale se fait par une porte cintrée avec corniche en chapeau de gendarme, qui ouvre sur un vestibule dans lequel se développe un remarquable escalier en pierre à quatre noyaux, sur plan carré. Les noyaux sont façonnés en colonnes à chapiteaux doriques, dont les fûts sont galbés. Les volées sont portées par des arcs rampants. Des pilastres cintrés scandent la montée au niveau des paliers. Les rampes sont formées de balustres en pierre. L'utilisation du calcaire blanc et du grès rouge apporte un intéressant jeu de polychromie.

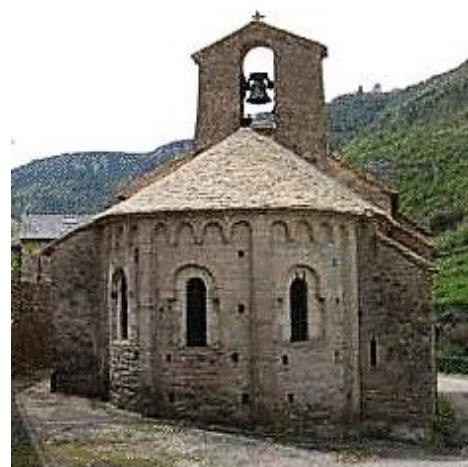
A droite du vestibule, se trouve l'ancienne cuisine qui dispose d'une imposante cheminée au manteau mouluré, derrière laquelle se trouve une réserve voûtée. A gauche de l'escalier principal, une très vaste pièce est ornée d'un décor XVIII^e : cheminée en marbre dont le trumeau porte un décor de stucs (armoiries, chutes de feuillages, couple d'oiseaux) et dessus de portes (instruments de musique). Une entrée secondaire permet l'accès à l'aile est. Derrière la porte aux menuiseries XVIII^e, se développe un escalier en bois permettant l'accès au 1^{er} étage de cette aile. A l'étage, le salon et les chambres ont un décor datant de la seconde moitié du XIX^e siècle (cheminées en marbre et trumeaux ornés de décor stuqué).



Cette maison a gardé son authenticité et ses volumes anciens. L'escalier à jour à quatre noyaux, qui apparaît en 1580, est très répandu dans le sud de la France au XVII^e siècle à Pézenas et Montpellier. Des comparaisons peuvent être faites avec des escaliers à balustres lozériens, à Mende (rue Basse), à Marvejols (hôtel de Rouvière), à Prinsuéjouls (château de la Baume). Il est cependant exceptionnel à La Canourgue, où cette maison de notable, unique pour cette période, a sans doute servi de modèle pour les maisons bourgeoises construites au XIX^e siècle autour du bourg médiéval.

MASSEGROS-CAUSSES-GORGES (Lozère)
Église Saint-Préjet, ancienne commune des Vignes
Inscription au titre des monuments historiques en totalité, le 10/12/2021

Le village des Vignes est construit sur les flancs du causse de Sauveterre, au bord du Tarn, à la sortie de la partie la plus étroite des gorges. Il tire son nom d'une partie de vallée plus large et bien ensoleillé, favorable à la culture de la vigne en terrasse au XVIII^e siècle. Sur la rive gauche du Tarn, se trouve le hameau de Saint-Préjet avec son église. La commune s'appela jusqu'en 1914 Saint-Préjet-du-Tarn (rive gauche) puis Les Vignes (rive droite). Depuis le 1er janvier 2017, la commune des Vignes a intégré la commune nouvelle de Massegros Causses Gorges.



L'église de Saint-Préjet-du-Tarn est citée depuis le début du XII^e siècle, elle a sans doute été édifiée par les moines bénédictins du prieuré du Rozier. Elle est donnée à l'abbaye Saint-Victor de Marseille en 1155 puis rétrocédée à l'évêque de Mende en 1255. L'église est dédiée à saint Préjet, né Projectus, d'une famille aisée de Volvic en Auvergne, qui fit ses études au monastère bénédictin d'Issoire et devint évêque de Clermont en 665, tué en 674. Ce vocable est peu fréquent, répandu uniquement en Auvergne (Saint-Préjet d'Allier en Haute-Loire et Saint-Préjet à Malicorne dans l'Allier).

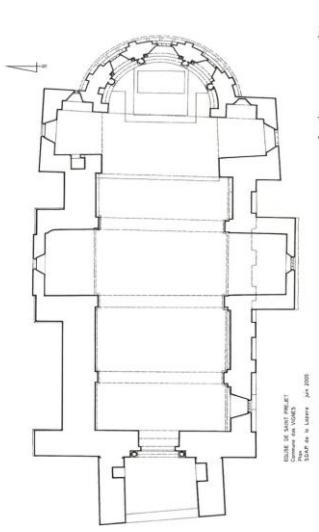
Les sources sur la construction de l'édifice sont inexistantes. Primitivement l'église romane était composée d'un vaisseau à nef unique, voûtée en berceau et terminée par une abside en cul de four.

Toutes les chapelles sont modernes, les chapelles Notre-Dame et Saint-Joseph auraient été construites en 1755. L'église présente peu de reprises à travers les siècles, elle ne fut pas dégradée pendant la Révolution. Un porche et deux chapelles ont été rajoutés au XIX^e siècle, vers 1850, correspondant au pic de la population dans la commune. En 1910, une fresque ornant le cul de four est mise au jour, elle représentait une apothéose de Saint Préjet (XVI^e siècle ?), elle a disparu depuis. Une association des « Amis de l'église Saint-Préjet et du patrimoine des Vignes » œuvre pour la restauration des objets contenus dans l'église et l'entretien général de l'édifice, qui est ouvert au public.

C'est un édifice roman très régulier, composé d'une nef rectangulaire très élancée qui compte quatre travées. Elle est voûtée en berceau plein cintre, sur arcs doubleaux. La nef est éclairée seulement par une baie occidentale et par une fenêtre moderne au sud. Deux chapelles ont été construites postérieurement sur la deuxième travée de la nef.

L'abside en hémicycle est très légèrement plus étroite. Sa voûte en cul de four repose sur cinq arcs en plein cintre supportés par de hautes colonnes, dont les chapiteaux sont sculptés. Les deux arcades extrêmes sont aveugles, les trois autres encadrent des fenêtres en plein cintre décorées de fines colonnettes. Le chevet est décoré de bandes lombardes, reliées par des arcatures reposant sur des culots sculptés (neuf au total, représentant des animaux, des têtes humaines, un tonneau, une rosace...). Un clocher-mur à une baie est posé sur l'arc triomphal, entre chevet et nef.

Sur la façade occidentale, le portail d'entrée est orné d'une voussure en plein cintre, accostée de deux colonnettes. Au-dessus, une fenêtre à arc plein cintre éclaire la nef. Cette baie occidentale est cantonnée de colonnettes, dont les chapiteaux portent un décor d'étoiles et de dents de scie. Le mur sud, côté cimetière, est rythmé par des bandes lombardes. Dans l'édifice, quatre objets sont protégés au titre des objets mobiliers : statue de la Vierge à l'Enfant et calice du XVIII^e, tableau de la Présentation de la Vierge au temple et bannière de procession du XIX^e siècle.



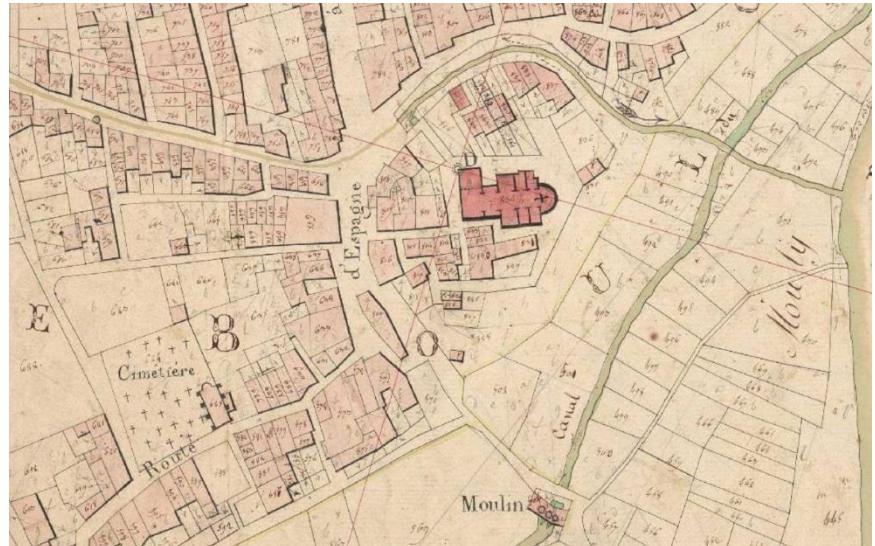
Cette église très simple, caractéristique du premier art roman méridional, avec son chevet circulaire à bandes lombardes et culots sculptés, présente l'harmonie d'une église romane rurale, couverte de lauzes. Son insertion dans le paysage en fait est un des sites très appréciés des gorges du Tarn.

Les autres églises romanes des Gorges du Tarn protégées au titre des monuments historiques en Lozère sont : Le Rozier (inscription 24 octobre 1960), Notre-Dame-de-l'Assomption à Saint-Chély-du-Tarn (classement 5 décembre 1984), l'église Notre-Dame-du-Gourg à Sainte-Enimie (inscription 19 novembre 1985) et l'église Saint-Jean-Baptiste à La Malène (classement 18 août 1928). Celle d'Ispagnac, plus importante, peut difficilement être comparée (classement 13 septembre 1920). Toujours dans les Gorges du Tarn, mais dans l'Aveyron, à Mostuéjouls, sont également protégées les églises Notre-Dame des Champs (classement 22 septembre 1930) et de Liaucous (classement 26 septembre 1930).

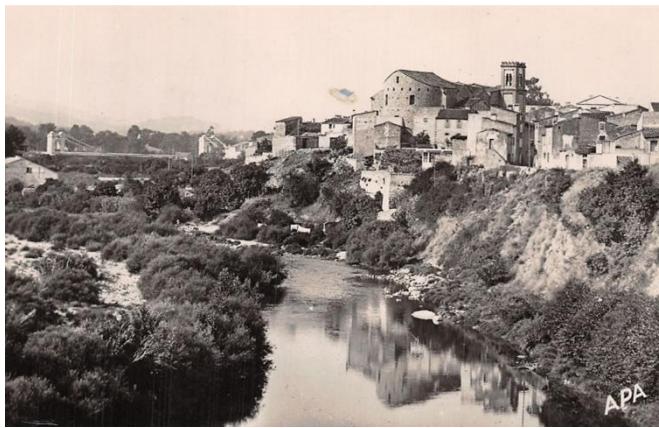
L'église des Vignes se différencie par son chevet circulaire, les églises romanes du Rozier, de la Malène, de Sainte-Enimie et de Liaucous ont un chevet à pans coupés. Le département de la Lozère compte 44 églises protégées dont 24 sont classées ; dans les départements voisins, on compte 104 églises monuments historiques dans l'Aveyron, 118 dans le Lot, 127 dans la Haute-Loire et le Cantal.

LE BOULOU (Pyrénées-Orientales)
Eglise Sainte-Marie
Inscription au titre des monuments historiques en totalité, le 10/12/2021

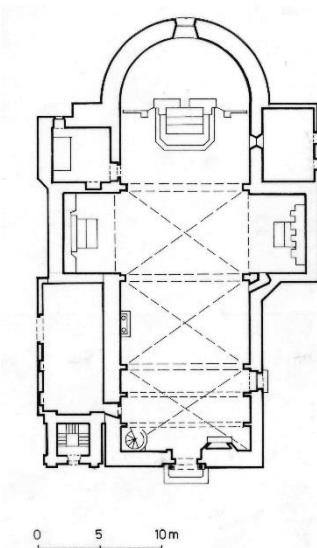
Situé à l'extrême sud du département des Pyrénées-Orientales aux portes de l'Espagne, Le Boulou se trouve à un carrefour géographique entre mer et montagne, au pied du massif des Albères, sur le Tech. Elle est connue pour sa station thermale et pour son rôle de plaque tournante logistique. En cœur de ville, l'église Sainte-Marie est le seul édifice de la commune jouissant d'une mesure de protection au titre des monuments historiques. En 1910, on a classé uniquement le portail roman.



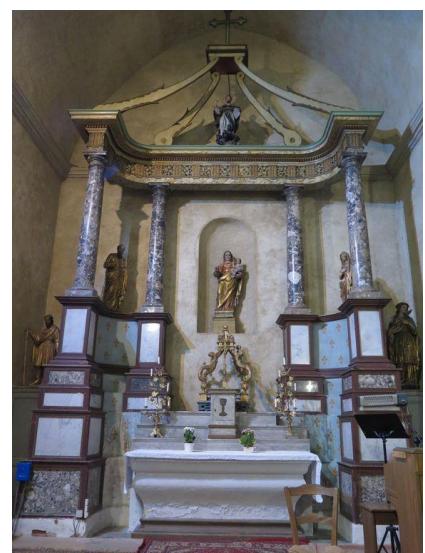
Le Boulou, en catalan *El Volo* signifie falaise. Les premières mentions datent du X^e siècle, en 976. La localité passe au XI^e siècle entre les mains des seigneurs de Montesquieu, possession confirmée en 1198 par Pierre II d'Aragon. À partir du XIV^e siècle, la seigneurie revient dans le domaine royal : en 1344 le roi Pierre IV d'Aragon conquiert les comtés de Roussillon et de Cerdagne et proclame leur union avec les états de la couronne d'Aragon. Le village s'est développé autour de la *cellara*, regroupement villageois autour de l'église, au sommet d'une petite butte, à l'ouest de laquelle la pente est abrupte vers le lit du Tech. L'importance du Boulou est due à sa situation frontalière dans le comté du Roussillon. L'autorité royale tente par des franchises et priviléges d'y établir une population plus nombreuse dans les années 1392-1394.



L'église Sainte-Marie est à l'origine un édifice roman, reconstruit au XIV^e siècle et agrandi au XVII^e siècle, dont le portail de marbre sculpté du XII^e siècle est attribué au Maître de Cabestany.



Le portail, placé en légère saillie du mur de la façade occidentale, est composé de deux colonnes à chapiteaux sculptés des animaux affrontés caractéristiques de la sculpture roussillonnaise (galerie sud du cloître d'Elne, Corneilla-de-Conflet). Le tympan est formé de grands blocs de marbre appareillés sans décor. L'arc est décoré d'entrelacs. Au-dessus la corniche soutenue par des corbeaux sculptés présente une frise particulièrement précieuse, œuvre du Maître de Cabestany retraçant avec de nombreux détails pittoresques l'Enfance du Christ. Elle est protégée par une petite avancée en cayrous dont le débord n'est pas suffisant pour éviter la dégradation par les eaux de pluie. La façade occidentale, très simple, construite en moellons autrefois revêtus d'un enduit, aujourd'hui apparents, forme une paroi haute et rectangulaire percée d'un oculus orné d'un vitrail XIX^e. G. Mallet indique qu'une partie des murs sud et ouest de la nef seraient romans, ce qui est difficile à établir, on retrouve également une petite baie romane dans le mur sud de l'abside. La nef à trois travées est entièrement voûtée sur croisées d'ogives du XIV^e siècle portant le blason royal catalan. Éclairée au sud par trois lancettes, l'intérieur a un aspect élancé mais avec les précautions dues à la position frontalière, d'où les baies archères. Au niveau de la troisième travée de la nef, s'ouvrent deux chapelles : au sud, chapelle de la Sainte-Croix (Sanch) avec un retable de 1756, au nord, chapelle du Rosaire ornée d'un retable à baldaquin.



L'abside semi-circulaire est couverte d'une voûte sur croisées d'ogives, de style gothique, reconstruite au XVII^e. Le retable du maître-autel 2e moitié XVIII^e est attribué à Joseph Navarre. Le chevet porte les vestiges d'un état fortifié, repercé d'ouvertures au XVII^e. A la base de la fenêtre axiale, un cippe funéraire antique est remployé. Au sommet des contreforts, deux lions à la crinière ondulée forment gargouille. Accolé à la façade, le clocher a été reconstruit en 1860-61. De plan carré, en briques et galets, il rappelle par son style néo-gothique celui de l'église paroissiale d'Olette.

PERPIGNAN (Pyrénées-Orientales)

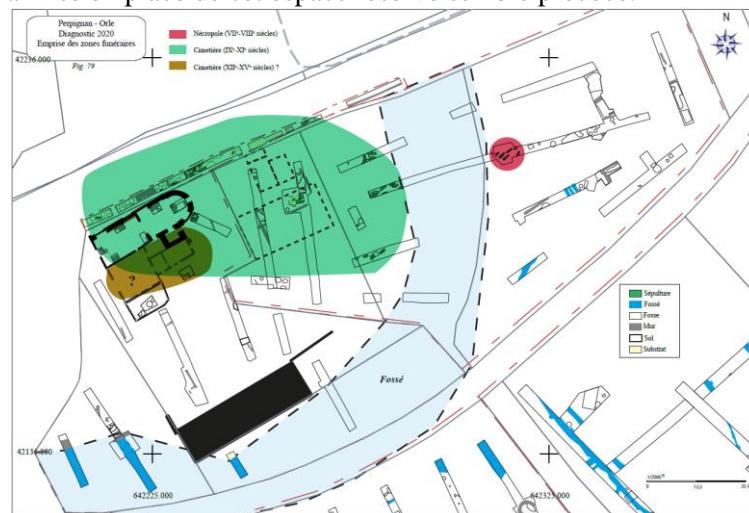
Site archéologique et chapelle Saint-Etienne d'Orle, avenue Julien Panchot

Inscription au titre des monuments historiques du site (terrain d'assiette, sol et sous-sol des parcelles), chapelle en totalité à l'exclusion des bâtiments du mas, le 10/12/2021

Orle est un ancien lieu-dit d'origine médiéval, situé à la périphérie sud-ouest de Perpignan, dans le périmètre actuel du marché d'intérêt national Saint-Charles. Ce secteur a connu une importante expansion au cours des deux dernières décennies et la zone a fait l'objet d'une documentation archéologique soutenue, grâce aux différentes opérations conduites dans le cadre des projets d'aménagement qui s'y sont succédés. Celles-ci ont permis de démontrer une occupation discontinue depuis le Néolithique. Le site d'Orle se concentre autour d'une chapelle médiévale placée sous le vocable de Saint-Etienne, intégrée depuis le début du XIX^e siècle à un mas viticole. Il regroupe l'église et le cimetière environnant, apparus dès le haut Moyen Âge, ainsi que les vestiges du village qui s'y est développé autour de l'an mil, progressivement abandonné à partir du XIV^e siècle.

Les connaissances sur le site proviennent de trois opérations archéologiques conduites par le Pôle archéologique départemental des Pyrénées-Orientales sur la chapelle et ses abords et d'un diagnostic réalisé en 2020 sous la direction d'Olivier Passarrius. Les observations archéologiques sont étoffées par un dossier historique (Aymat Catafau), ainsi que par l'étude de bâti de l'église (Camille Brocquet). Les vestiges demeurent cependant largement inexplorés. Ce site archéologique constitue l'un des derniers témoignages des villages ecclésiaux médiévaux qui jalonnaient le territoire perpignanais avant le développement de la capitale roussillonnaise au cours des XIII^e-XIV^e siècles. L'état de préservation exceptionnel des vestiges archéologiques, circonscrits par un système d'enclos fossoyé, leur articulation avec le bâti de l'église conservé en élévation ainsi que la richesse du dossier historique donnent une véritable cohérence à cet ensemble.

La première phase d'occupation du site correspond à l'implantation d'un noyau de sépultures datées entre 662 et 772 et localisées à l'est du chevet de l'église. Puis une cinquantaine de sépultures ont été découvertes, dont les datations radiocarbone s'échelonnent entre 686 et 1155. Les observations archéologiques réalisées dans le chœur de l'église ont permis de mettre en évidence la présence d'un mur de chevet plat conservé sur 1,10 m de hauteur, appartenant à un édifice du haut Moyen Âge, qui aurait polarisé ce premier espace funéraire. Cette église primitive pourrait avoir été construite dès le VII^e siècle. Les inhumations identifiées appartiennent toutes à des immatures et témoignent de la présence d'une zone funéraire réservée aux jeunes enfants, comme cela est attesté autour des églises de Vilarnau (Perpignan), de San Julià de Vallventosa (Corbère) ou de Pézilla-la-Rivière dès les IX^e-X^e siècles. A Orle, la mise en place de cet espace réservé semble précoce.



L'occupation funéraire et religieuse du site paraît constituer le noyau primitif, à partir duquel se polarise l'habitat et se développe le village médiéval. L'absence totale de sépultures postérieures au X^e siècle dans les secteurs d'inhumation les plus éloignés de l'église indique que les structures domestiques empiètent dès cette période sur l'espace funéraire, réduisant l'emprise de ce dernier aux abords méridionaux de l'église, aujourd'hui occupés par les vestiges du mas viticole. L'occupation funéraire ne semble pas perdurer au-delà du XIV^e siècle. Le nombre total de sépultures que pourrait regrouper ce cimetière est estimé entre 1500 et 2000.

Le toponyme d'Orle est attesté pour la première fois en 832, au détour d'un texte qui confirme la possession d'une Villa Nova aux frères Wimar et Rado. Au cours des X^e-XII^e siècles, le lieu est parfois qualifié de villa, sans que cela ne paraisse renvoyer à une origine antique, mais plutôt à un village ou embryon de village. A partir du XII^e siècle, les membres du lignage d'Orle, apparaissent dans l'entourage des comtes du Roussillon. Deux testaments de Raimon et Bérenguer d'Orle, de 1185 et de 1190, évoquent la présence d'un système ainsi qu'une motte et un château. En 1231, le douaire constitué par Bernat Cerdà d'Orle pour son épouse précise la configuration de la cellera, dans laquelle des celliers sont alignés le long de rue orientées est-ouest. On distingue trois espaces : la cellera qui regroupe des celliers et les silos, sans doute établie sur le cimetière et close par un mur ; le castrum, probablement localisé au pied de la motte et entouré d'un rempart fossoyé ; le village.

Un fossé délimite l'enclos ecclésial primitif, accolé à la route de Toulouges qui délimite le site du côté nord, il est encore lisible sur le cadastre du début du XIX^e siècle. Le système défensif était complété par un mur d'escarpe, bâti en terre ouvrage en bauge ou pisé et conservé sur une hauteur de 1,30 m. Ce mur aurait été bâti autour du X^e siècle, ce qui en ferait l'exemple le plus ancien de fortification en terre reconnu dans le Midi de la France.

A l'intérieur du fossé les espaces funéraires abandonnés sont surmontés par une imposante séquence stratigraphique formée par des niveaux successifs de bâtiments en terre et maçonnés. La présence de niveaux de toiture effondrés en place, de niveaux de circulation et de foyers indique le bon état de conservation des vestiges. Les datations données par le comblement des silos et les foyers permettent d'établir que ces structures empiètent sur les espaces funéraires à partir des environs de l'an mil et s'y développent jusqu'au XIV^e siècle.

Comme en attestent les textes, le village d'Orle est alors progressivement abandonné sous l'effet conjugué des crises et de la nouvelle attractivité exercée par la ville de Perpignan.



L'église actuelle se présente sous la forme d'une nef unique prolongée par un chevet semi-circulaire. Si l'église n'apparaît pas dans les textes avant 1090, l'étude archéologique du bâti et les sondages ont mis en évidence un premier édifice à chevet plat, dont la construction pourrait remonter au VII^e siècle, si l'une des sépultures identifiées à l'extérieur appartient au même groupe d'inhumation que les immatures disposés contre le chevet. Cette datation haute ne serait pas surprenante au vu du corpus régional des édifices à chevet plat et des schémas attestés localement, comme à Vilarnau (Perpignan).

La première phase de reconstruction de l'église intervient entre la fin du XI^e et le début du XII^e siècle. Le nouveau lieu de culte, implanté à un niveau largement supérieur à celui de l'église préromane, présente un plan formé par un chevet semi-circulaire conforté par des pilastres extérieurs et prolongé par une nef unique.

Dans un second temps, au cours des XII^e-XIII^e siècles, les murs gouttereaux de la nef sont doublés d'arcs aveugles destinés à recevoir une voûte en berceau. Le gouttereau sud est percé par un portail et par une porte d'accès au sud-est, destinée à desservir un clocher-tour, aujourd'hui partiellement intégré aux bâtiments du mas viticole. Les dernières phases de transformation, datées entre le XIII^e et le XIV^e siècle, concernent l'agrandissement de la nef en marbre blanc de Baixas puis la construction d'une chapelle côté nord. A partir du XVI^e siècle, de lourdes reprises sont engagées suite à l'effondrement de la voûte de la nef et de son mur gouttereau nord, reconstruit en 1550. Un siècle plus tard, la nef est amputée de ses premières travées par la construction d'un mur de refend, mentionnée en 1648. Cédée à un particulier par les Hospitaliers en 1793 elle est transformée en mas viticole.

GAILLAC (Tarn)

Hôtel de la famille de Gaillac ou « tour de Palmata »

Inscription en totalité de l'immeuble situé 10, rue Cavaillé-Coll englobant les vestiges de l'hôtel de Gaillac, ainsi que de la parcelle BY 16 sur laquelle il est édifié, le 20/04/2021

L'édifice connu sous le nom de « tour de Palmata », découvert par Élie Rossignol vers 1860 et inscrit au titre des monuments historiques par arrêté en date du 13 juillet 1927, constitue le vestige d'un vaste hôtel comprenant au moins deux corps de bâtiment organisés autour d'une cour intérieure, en partie rasé par le percement de la rue Cavaillé-Coll. Sa construction, réattribuée depuis 2002 à la puissante famille de Gaillac, est datée de la 1^e moitié du XIII^e siècle, appuyant l'hypothèse de son attribution à Bertrand de Gaillac, à l'apogée de sa carrière avant le milieu du XIII^e siècle de par ses fonctions auprès du comte Raymond VII de Toulouse, représenté dans l'un des médaillons de la tour (le décor peint serait donc celui du premier état de l'édifice). Les armes de Bertrand de Gaillac - « un coq accompagné en chef d'une étoile à la bordure camponnée » - sont identiques à celles du chapiteau de la tour de Palmata, ce qui pourrait indiquer que l'édifice était sa demeure.

L'étude de l'édifice est venue compléter le corpus des maisons « en forme de palais », grandes demeures patriciennes urbaines, parfois rurales, alliant un élément vertical - la tour - et plusieurs corps de bâtiment organisés autour d'une cour intérieure, et dont on connaît plusieurs exemples dans le Midi (palais Duèze à Cahors, hôtel Maurand à Toulouse, hôtel des Carcassonne à Montpellier). L'importance des vestiges conservés a conduit à l'inscription en totalité de l'immeuble situé 10, rue Cavaillé-Coll ainsi que de la parcelle BY 16 sur laquelle il est édifié.

L'angle sud-est est formé par la tour ; la reconnaissance de l'*aula* dans le bâtiment est longeant la rue du Mercat permet de positionner le corps principal de la maison et d'induire dans la cour la présence de l'escalier extérieur desservant la grande salle. Des vestiges dans le mur ouest de la tour suggèrent l'existence d'une aile au sud, et la présence d'une aile au nord peut également être envisagée. Si la tour demeure assez bien conservée malgré les remaniements des XVIII^e et XX^e siècles, les corps de bâtiment ont fait l'objet de nombreuses transformations et reconstructions.



Le 1^{er} étage de la tour, orné d'un riche décor peint, devait servir de chambre d'apparat attenante à l'*aula*. L'espace a été divisé en deux par un plancher dans la seconde moitié du XVIII^e siècle ou au début du XIX^e siècle et le décor peint historié n'est plus observable qu'au niveau de l'actuel 2^e étage. Il s'organise en deux registres séparés par une frise de palmettes. Sous chaque arc formeret est figuré un cavalier en armure inscrit dans un médaillon d'environ un mètre de diamètre, sur un fond de faux-appareil de pierre. Chacun d'eux porte ses armoiries sur le bouclier ainsi que sur la bâte arrière et la housse de tête du cheval. Au registre inférieur, des scènes figurées sont soulignées d'une seconde frise qui court à environ deux mètres au-dessus du sol de la pièce ; elles pourraient illustrer des scènes de la vie seigneuriale, en temps de paix (plaisirs de la chasse) ou de guerre.



La pièce du second étage (3^e étage actuel) formait un belvédère largement ouvert sur la ville par quatre baies géminées identiques s'ouvrant au centre de chaque mur. Leurs profils très simples montrent une persistance des formes romanes.

Dans le corps de logis principal (est), les espaces ont été largement remaniés au XVII^e puis aux XIX^e et XX^e siècles et peu de vestiges subsistent de la construction médiévale. Au premier étage se trouvait certainement la salle ou *aula* de l'hôtel. Les nombreux vestiges subsistant sur l'élévation nord de la tour permettent d'en restituer les parties hautes et le système de couverture : un plafond caréné et une toiture à simple pente. L'*aula* communiquait avec le premier étage de la tour par une porte en plein cintre. Sur le mur sud et l'encadrement de la porte, des sondages réalisés en 2012 ont mis au jour un décor peint qui se développe dans le comble, au-delà du plafond qui a recoupé en deux l'espace initial. Dans la partie basse, le décor dégagé représente un faux-appareil de pierre identique à celui qui sert de fond aux médaillons des cavaliers dans la tour. Dans le comble, le décor, très altéré, laisse entrevoir de grands aplats rectangulaires de couleur rouge et jaune formant un faux-appareil de pierre, agrémentés de feuillages, et dans la partie sommitale deux grands oiseaux affrontés inscrits dans un cadre dont la pointe ouest à droite est ourlée d'un trait noir.

Claire Aubaret © DRAC Occitanie

BRUNIQUEL (Tarn-et-Garonne)
Grotte
Classement au titre des monuments historiques, le 3/12/2021

Découverte en février 1990, la grotte de Bruniquel surplombe la vallée de l'Aveyron. Son état de conservation est remarquable. A 336 m de l'actuelle entrée, dans la plus vaste salle du réseau souterrain (25 x 35 x 4m), se trouvent des structures originales, constituées de quelque 400 stalagmites, organisées en deux formes annulaires (6,7 x 4,5 m et 2,2 x 2,1 m) complétées de quatre accumulations de 40 cm de hauteur, soit 112,4 m linéaires cumulés pour un poids de 2,2 tonnes de matériaux arrachés dans l'environnement souterrain proche, puis déplacés. Composées d'éléments calibrés (de 34,4 cm de longueur moyenne pour la grande structure et de 29,5 pour la petite), alignés, juxtaposés et superposés sur 2, 3 ou 4 niveaux avec des étais extérieurs et des fragments de calage, elles sont associées à des témoins d'utilisation du feu, soit directement visibles (calcite rougie, noircie par la suie et éclatée par l'action de la chaleur, vestiges osseux calcinés), soit détectables par anomalies magnétiques induites (points de chauffe). L'emprise au sol des structures avoisine 30 m², la grande structure totalisant à elle seule quelque 23 m².



Relevé photogrammétrique 3D des structures (Pascal MORA, Archeotransfert, Archeovision - SHS-3D)

Une première datation C14 (1995), pratiquée sur un os brûlé engagé dans la plus grande des structures, avait donné un âge minimum de 47 600 ans (limite de la méthode). A partir de 2013, les recherches s'orientent vers le relevé 3D des structures, leur inventaire et l'étude des anomalies magnétiques. En 2014, par la méthode radiométrique U/Th, la fin de croissance des stalagmites utilisées dans les constructions et le début des repousses les scellant ont pu être datés. La fourchette resserrée des deux séries de dates obtenues permet de conclure que ces agencements ont été édifiés il y a 176 500 ans.

Les auteurs de ces structures construites très antérieurement à l'arrivée de L'Homme anatomiquement moderne en Europe (- 40 000 ans) sont des néandertaliens anciens pour lesquels les spécialistes n'imaginaient jusqu'alors aucune capacité d'appropriation de l'espace souterrain hors la lumière du jour : l'exploration de l'endokarst suppose une maîtrise perfectionnée de l'éclairage et du feu.

Le potentiel archéologique considérable du site de la grotte de Bruniquel et l'*unicum* que constitue cet ensemble architectural en grotte profonde ont conduit à proposer le classement au titre des monuments historiques de l'ensemble monumental constitué des structures architecturées en élévation et leur contexte archéologique étendu au réseau souterrain.

SAVENES (Tarn-et-Garonne)
Château de Fourcaran
Inscription au titre des monuments historiques en totalité, le 24/12/2021

Le château de Fourcaran, aujourd’hui situé dans le département du Tarn-et-Garonne, appartient au corpus des maisons des champs que se faisaient édifier les élites parlementaires et capitulaires de Toulouse dans la campagne environnante.

En 1612, Jean de Vabres vend à Jean de Pezan, procureur au Parlement de Toulouse, « la seigneurie de Savenez et Escufès, avec deux métairies nobles [...] avec tous les droits et oubliés en dépendant ». Son fils Etienne de Pezan, docteur et avocat au Parlement de Toulouse et capitoul en 1647, laisse deux fils, Vital de Pezan, également docteur et avocat au Parlement de Toulouse, à qui son père avait cédé la maison noble et la directe de Savenès, et Jean de Pezan. C'est ce dernier, procureur de Toulouse, qui fait bâtir le château en 1645 (date portée). La demeure passe ensuite à la famille d'Arailh, grande famille toulousaine de noblesse de robe, par le mariage en 1684 de sa fille Jeanne avec François d'Arailh. Leur petit-fils, Jean, « sieur de Fourcaran, écuyer », est élu capitoul en 1767. Le dernier de ses huit enfants décède sans postérité masculine et le château se transmet ensuite par les femmes (familles Bouzigues puis Boulet) jusqu'en 2001 où il est acquis par son propriétaire actuel.

Le château est édifié à l'entrée nord-est du village. L'édifice, en brique, se compose d'un corps de logis de plan rectangulaire, simple en profondeur, encadré sur la façade noble par deux pavillons carrés hors-œuvre. Ce corps de logis est prolongé à l'est par un second corps à deux niveaux, légèrement plus profond, aux angles nord et sud flanqués de deux pigeonniers de type « pied de mulet » dont un en encorbellement. Ce second corps de bâtiment serait une adjonction du XVIII^e siècle ; toutefois la tourelle en encorbellement de l'angle nord-est s'apparente à celles de plusieurs châteaux de la région toulousaine, datées de la fin du XVI^e siècle ou du XVII^e siècle. De plus, sur la façade nord, un coup de sabre est visible au niveau du 1^{er} étage : la partie est de l'édifice pourrait donc appartenir à la construction initiale, du moins pour le 1^{er} niveau, et avoir été partiellement reconstruite au XVIII^e siècle.



La travée centrale de la façade sud, à quatre niveaux, correspond à l'emplacement de l'escalier. Elle est marquée par un fronton semi-circulaire orné d'une corniche à denticules. La porte d'entrée, encadrée par des pilastres doriques et couronnée d'une corniche, est sommée d'une console à motifs floraux et de la date de construction du château, 1645. Le corps de logis, simple en profondeur, comprenait à l'origine, au rez-de-chaussée et au 1^{er} étage, une grande salle aménagée de part et d'autre de l'escalier ; ces espaces ont été transformés et recloisonnés aux XVIII^e et XIX^e siècles mais ont conservé des éléments de la construction initiale (plafonds peints, portes, cheminées). L'escalier central rampe sur rampe, en brique, a fait l'objet d'un soin particulier : il présente au rez-de-chaussée un pilastre d'ordre dorique et au 1^{er} étage un pilastre ionique, ainsi qu'une rampe de briques taillées à chaque palier du second étage.



Sans doute en raison de sa transmission au sein de la même famille depuis sa construction, le château de Fourcaran a conservé de nombreux éléments de son état de 1645 (tourelle en encorbellement, escalier rampe sur rampe, portes, cheminées monumentales et plafonds peints) que les ajouts des XVIII^e et XIX^e siècle, non dénués d'intérêt (cheminées et trumeaux de style Louis XVI ou Directoire), ont su préserver, quand plusieurs autres châteaux comparables dans les environs de Toulouse ont malheureusement été détruits ou dénaturés.



Claire Aubaret © DRAC Occitanie

SAINT-NICOLAS-DE-LA-GRAVE (Tarn-et-Garonne)
Eglise Saint-Nicolas
Inscription au titre des monuments historiques en totalité, le 14/12/2021

Le territoire de Saint-Nicolas constituait les marches de la vicomté de Lomagne, face à l'abbaye Saint-Pierre de Moissac implantée sur le carrefour fluvial et routier ; les vicomtes y établissent un château et l'abbaye un prieuré. Vers 1135, le prieur, sur les ordres de l'abbé de Moissac Guillaume et avec l'assentiment du vicomte Saxtet de Lomagne, accorde une charte de coutumes au bourg qui devient la « sauveté » de Saint-Nicolas. Vers 1335, une nouvelle charte de coutumes est accordée à Saint-Nicolas, en faisant une place commerciale importante. La ville nouvelle prend la forme d'une bastide, et l'église est bâtie en bordure de la place centrale. Elle est reconstruite en 1547 (date portée sur l'édicule à fronton qui surmonte le portail), sous l'abbatiat de Jean II de Lettes. De cet édifice, gravement endommagé durant les Guerres de Religion, ne subsisteraient que les substructions des chapelles sud ; l'église aurait ensuite été presque entièrement rebâtie entre la fin du XVI^e siècle et le début du XVII^e siècle et le clocher-porche édifié vers 1685. Le décor peint aurait été réalisé en 1847 par un peintre local, repris et complété par le peintre toulousain Gaillard-Lala en 1946.

L'architecture de l'édifice, austère, traduit la persistance des formes du gothique méridional. La nef unique de quatre travées barlongues couvertes de voûtes d'ogives est prolongée par un chœur à trois pans précédé d'une travée. Côté sud, quatre chapelles latérales sont logées entre les contreforts. L'église est précédée d'un clocher-porche fortement contrebuté qui ouvre sur trois côtés par des arcades surmontées d'une corniche et d'*oculi*. Le clocher de style toulousain tardif ne comporte pas de galerie de couronnement.



Le côté ouest du porche s'orne d'un portail en pierre surmonté d'un édicule formé de colonnes adossées à des pilastres, reposant sur de puissantes consoles richement décorées et soutenant un fronton surmonté de pots à feu en acrotère disposés au milieu de volutes affrontées à goussettes. Le décor de la partie centrale et les caissons de la corniche ont été bûchés, mais on peut cependant y lire la date de 1547. L'ensemble évoque les variations autour de la formule de la « fenêtre à l'antique » qui se développèrent à Toulouse à partir de 1538 (hôtel de Bagis, par l'architecte et tailleur de pierre Nicolas Bachelier) et jusqu'au début des années 1550. Le répertoire ornemental est proche de celui du grand escalier du château de Castelnau d'Estrefonds (1539-1546, atelier d'Antoine Lescalle et de Nicolas Bachelier) (cf. Colin Debuiche).

Dans les chapelles sud, les voûtes d'ogives en briques retombent sur des chapiteaux et culots en pierre dont certains témoignent d'une grande qualité technique et d'une recherche de variations et d'inventions « à l'antique » à partir des chapiteaux vitruviens doriques et corinthiens. Cette diversité de chapiteaux peut être rapprochée de la richesse décorative de la cour d'honneur de l'hôtel de Bernuy (1530-1536) qui présente à la fois des chapiteaux composés et corinthiens. L'un des culots les mieux conservés présente un très beau spécimen de chapiteau corinthien surmonté d'un tronçon d'entablement tous deux tirés de l'édition française du manuel de Diego de Sagredo, *Raison d'architecture antique extraite de Vitruve* (vers 1536). Le vocabulaire architectural employé

semble indiquer que ces culots ont fait l'objet d'une campagne distincte, légèrement antérieure à celle du portail (cf. Colin Debuiche).



Claire Aubaret © DRAC Occitanie